

2025

RAPPORT ÉGALITÉ FEMMES HOMMES

VILLE D'AUBAGNE



Sommaire

Préambule.....	3
A. Les données de contexte.....	4
Les données issues du rapport annuel national 2024.....	4
B. Les données relatives aux ressources humaines pour la ville d’Aubagne.....	22
1. Les données généralistes.....	22
2. Les données relatives à l’emploi et à la formation.....	25
3. Les données relatives à la vie familiale.....	28
C. Les politiques publiques communales en faveur de l’égalité femmes-hommes	29
1. Actions sociales et santé publique.....	29
2. Démarches socioculturelles et promotion de la citoyenneté.....	33
3. Politiques et pratiques sportives.....	37



Préambule

Le rapport sur l'égalité entre les femmes et les hommes est un document réglementaire obligatoire pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants.

Institué par l'article 61 de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ; ce rapport vise à dresser un état des lieux :

- des actions conduites en matière de ressources humaines au sein de la collectivité,
- des politiques publiques locales mises en œuvre pour promouvoir l'égalité sur le territoire.

Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 est venu préciser les contenus attendus de ce rapport, ainsi que les modalités de présentation. Depuis le 1er janvier 2016, il doit être présenté préalablement au rapport d'orientations budgétaires et faire l'objet d'une délibération en Conseil municipal.

Le rapport s'articule autour de deux axes principaux :

- Le fonctionnement interne de la collectivité, à travers l'analyse de sa politique de ressources humaines en matière d'égalité professionnelle ;
- Les actions et politiques publiques mises en œuvre sur le territoire, en faveur de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a renforcé cette dynamique, notamment par l'article 80, qui impose aux collectivités de plus de 20 000 habitants l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'actions pluriannuel, d'une durée maximale de trois ans (renouvelable), visant à :

- Évaluer, prévenir et corriger les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ;
- Garantir l'égal accès aux corps, grades, emplois et responsabilités ;
- Favoriser l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle ;
- Prévenir et traiter les discriminations, les violences, le harcèlement moral ou sexuel, ainsi que les agissements sexistes.

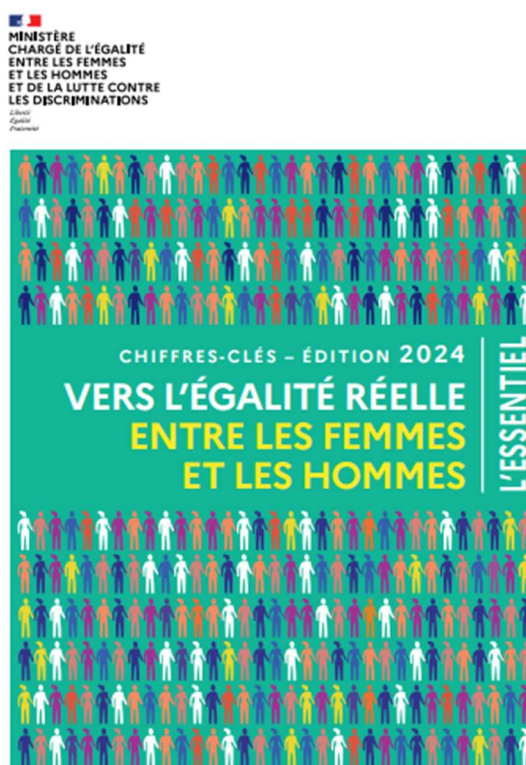
A Les données de contexte

L'égalité entre les femmes et les hommes est un principe fondamental inscrit dans la Constitution française depuis 1946, garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes dans tous les domaines de la vie sociale, économique et politique.

Depuis plusieurs décennies, ce principe a été renforcé par un cadre réglementaire national, européen et international de plus en plus structuré. L'objectif est clair : lutter contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et réduire les inégalités persistantes, notamment en matière de salaires, d'accès à l'emploi, de formation, d'éducation ou encore de représentation dans les sphères de décision, qu'elles soient politiques, économiques ou sociales.

Les données présentées ici sont issues du rapport annuel 2024 réalisé par le Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ce rapport s'appuie notamment sur les contributions de l'Insee et des services statistiques des ministères concernés.

Il offre un panorama actualisé des inégalités encore observées entre les femmes et les hommes en France, et constitue une base essentielle pour analyser les dynamiques à l'œuvre à l'échelle nationale, avant de les mettre en perspective avec la situation locale.



SYNTHÈSE

VERS L'ÉGALITÉ RÉELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES EN 10 CHIFFRES-CLÉS

1 • Morts violentes au sein du couple : en 2023, 96 femmes ont été tuées par leur partenaire ou ex-partenaire

Nombre de morts violentes au sein du couple en 2023



Source : Délégation aux victimes des directions de la gendarmerie et de la police nationale (D4V), 2024. Détails p. 14.

2 • Prostitution : les femmes sont les premières victimes de la traite des êtres humains pour exploitation sexuelle

Parmi les 11 470 victimes d'exploitation sexuelle enregistrées par la police et la gendarmerie en 2023



Source : Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (Smsi) / Mission interministérielle pour la protection des femmes contre la violence et la lutte contre la traite des êtres humains (Mipf), 2024. Détails p. 16.

3 • Santé des femmes : 1 femme sur 4 âgées de 55 à 59 ans estime que les symptômes de la ménopause affectent grandement sa vie

87 % des femmes âgées de 50 à 65 ans ne prenant pas de traitement hormonal de la ménopause présentent au moins un symptôme ménopausique en plus de l'arrêt des règles



1 femme sur 4 âgées de 55 à 59 ans déclare que ces symptômes affectent considérablement leur quotidien



Source : Florence A. Tétreault et al., 2022. Détails p. 20.

4 • Santé mentale : le nombre de filles et jeunes femmes de 10 à 24 ans hospitalisées pour geste auto-infligé* a presque doublé en 10 ans

28 425 filles et jeunes femmes hospitalisées pour geste auto-infligé en 2023 contre 16 165 en 2012

7 205 garçons et jeunes hommes hospitalisés pour geste auto-infligé en 2023 contre 6 924 en 2012

* Tentatives de suicide et automutilations.
Source : Insee, 2024. Détails p. 24.

5 • Égalité salariale : en 2022, les femmes gagnent en moyenne 14,9 % de moins que les hommes à temps de travail identique

Salaires annuels moyens en EQTP* et écart de salaire entre les femmes et les hommes dans le secteur privé en 2022



* Équivalent temps plein.
Source : Insee, 2024. Détails p. 46.

6 • Temps partiel : les femmes travaillent 3 fois plus souvent à temps partiel que les hommes

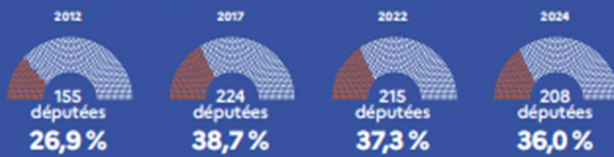
Part des personnes en emploi travaillant à temps partiel selon le sexe en 2023



* Un temps partiel est un temps de travail inférieur à la durée légale du travail ou à la durée conventionnelle si celle-ci est inférieure. Il doit obligatoirement faire l'objet d'un contrat de travail écrit. Le travail à temps partiel peut être mis en place à l'initiative de l'employeur ou du salarié.
Source : Insee, 2024. Détails p. 44

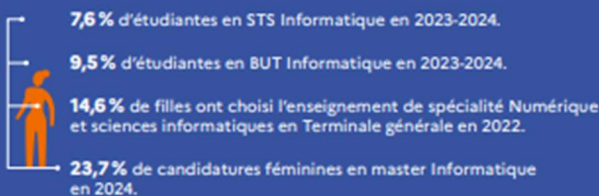
7 • Parité politique : la part des femmes parmi les députés ne progresse plus

Évolution de la part des femmes élues à l'Assemblée nationale depuis 2012



Source : Assemblée nationale. Détails p. 64

8 • Culture de l'égalité : les femmes sont fortement sous-représentées dans les filières de formation liées au numérique



Source : ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse et ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 2024. Détails p. 48

9 • Monde : de nombreux pays légifèrent contre les violences sexistes et sexuelles mais seulement 29 disposent d'une législation sur le féminicide

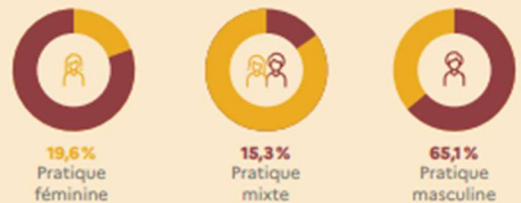
Nombre de pays qui disposent d'une législation condamnant le mariage des enfants, le harcèlement sexuel, la violence domestique, le féminicide ou les mutilations génitales féminines



Source : Banque mondiale et Fonds des Nations unies pour la population, 2024. Détails p. 81

10. Femmes et sports : le sport et le parasport féminins restent sous-représentés à la télévision

Part des pratiques féminine, masculine et mixte, sport valide et parasport confondus, parmi les retransmissions de compétitions sportives à la télévision en 2022



Seul 1,7% du temps d'antenne dédié à la pratique sportive a été consacré à une pratique parasportive féminine

Source : Arcom, 2023. Détails p. 96

VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

VUE D'ENSEMBLE

271 000 victimes de violences conjugales ont été enregistrées par les services de sécurité* en France en 2023

85 % de femmes
dont 74 % d'entre elles ont entre 20 et 45 ans



15 % d'hommes

* Ces infractions ont pu être constatées suite à une plainte déposée par une victime, un signalement, un témoignage, un flagrant délit, une dénonciation ou autre, mais aussi sur l'initiative des forces de sécurité.
Champ : France (Hexagone) - CRDVS, personnes âgées de 15 ans et plus.
Source : Samsi, « Les violences conjugales enregistrées par les services de sécurité en 2023 », Info Rapide n° 44, novembre 2024. Données Samsi, bases statistiques des victimes de crimes et délits enregistrées par la police et la gendarmerie en 2023.

114 079 victimes de violences sexuelles ont été enregistrées par les services de sécurité en France en 2023

11 % sont victimes de violences sexuelles conjugales
17 % sont victimes de violences sexuelles intrafamiliales (hors conjugal)
72 % sont victimes de violences sexuelles hors cadre familial

Nombre de victimes de violence sexuelle* enregistrées pour 1 000 habitants en 2023, par taille d'unité urbaine**



* Les violences sexuelles enregistrées peuvent être conjugales, intrafamiliales (hors conjugal) ou hors cadre familial.
** Les données présentées correspondent au nombre de victimes de violence sexuelle enregistrées par la police et la gendarmerie.
Champ : France, personnes physiques.
Source : Samsi, « Insécurité et délinquance en 2023 : bilan statistique et atlas départemental », juillet 2024. Données Samsi, base statistique des victimes de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie en 2023.

Les femmes en situation de handicap sont plus souvent exposées aux violences sexuelles que les autres femmes

Part des femmes déclarant avoir subi des violences sexuelles au cours des deux dernières années selon qu'elles sont ou non en situation de handicap entre 2011 et 2018



* Femmes handicapées ou ayant simplement quelques gênes ou difficultés dans la vie quotidienne.
Lecture : En moyenne, 4,0 % des femmes handicapées ou ayant quelques gênes ou difficultés dans leur vie quotidienne ont déclaré avoir subi des violences sexuelles au cours des deux années précédant l'enquête.
Champ : France métropolitaine, ensemble des personnes de 18 à 64 ans.
Source : Drees, « Les personnes handicapées sont plus souvent victimes de violences physiques, sexuelles et verbales », juillet 2020. Études et Résultats n° 706 "dans la source entre", « Les personnes handicapées sont plus souvent victimes de violences physiques, sexuelles et verbales », juillet 2020.
Données : enquêtes Cadre de vie et sécurité de 2011 à 2018, Insee-ONDRP-DSHS.

1 étudiante sur 10 déclare avoir été victime d'un viol ou d'une agression sexuelle au sein de son établissement



Part des étudiants en 2020-2021 et/ou en 2021-2022 déclarant avoir été victime ou témoin d'agressions sexuelles ou de viol dans leur établissement d'enseignement supérieur

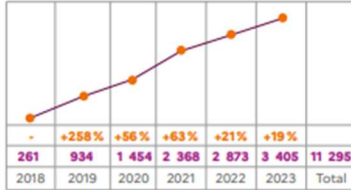
	Viol*		Agressions sexuelles**	
	Victime	Témoin	Victime	Témoin
Femmes	3 %	3 %	8 %	8 %
Hommes	1 %	2 %	1 %	6 %
Minorités de genre	5 %	4 %	8 %	7 %

* 9 725 répondants.
** 9 832 répondants.
Champ : échantillon de 10 142 personnes âgées de 18 ans ou plus en France dont 71 % de femmes, 26 % d'hommes et 3 % de personnes appartenant aux minorités de genre.
Source : Observatoire étudiant des violences sexuelles et sexistes dans l'enseignement supérieur, « Baromètre 2022 des violences sexuelles et sexistes dans l'enseignement supérieur », avril 2023.

SEXISME

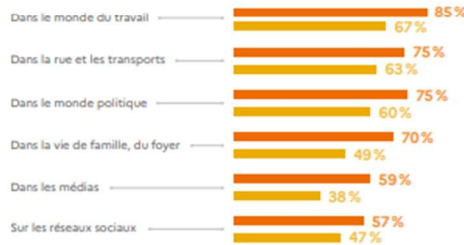
1.1 • Le sexisme est encore trop fréquent et se déploie dans toutes les sphères de la société

Nombre d'infractions pour outrage sexiste enregistrées par la police et la gendarmerie nationale depuis la promulgation de la loi du 3 août 2018*



* La loi n°2018-703 du 3 août 2018 crée l'infraction d'outrage sexiste, c'est-à-dire le fait d'imposer à une personne tout propos ou comportement à connotation sexuelle ou sexuelle, qui, soit porte atteinte à la dignité en raison de son caractère dégradant ou humiliant, soit crée à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante.
Note : outrage sexiste et sexual à partir du 7^{er} avril 2023.
Source : Sursi, « Nouvelle hausse des infractions pour outrage sexiste et sexual en 2023 », Info Rapide n°41, octobre 2023. Données Sursi, bases statistiques des infractions enregistrées ou élucidées par la police et la gendarmerie entre 2018 et 2023.

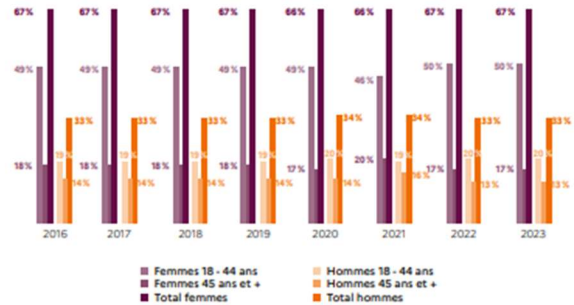
Part des femmes et des hommes qui considèrent que les femmes ne sont pas traitées de la même manière que les hommes dans certaines sphères de la société en 2023



Champ : échantillon de 3 500 personnes résidant en France métropolitaine, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.
Source : Institut Censis à l'égart entre les femmes et les hommes (ICF), « 8^{er} état des lieux du sexisme en France : c'est quoi le sexisme ? », janvier 2024.
Données Baromètre Sexisme 2024, étude réalisée par l'Institut Vieillesse pour le ICCE, terrain en ligne du 15 au 30 novembre 2023.

1.2 • Les femmes sont 2 fois plus nombreuses parmi les victimes d'atteintes « numériques ». Les jeunes femmes sont particulièrement touchées par le cybersexisme

Évolution de la part de femmes et d'hommes parmi les victimes d'atteintes numériques à la personne selon l'âge entre 2016 et 2023



* Les « atteintes numériques aux personnes » désignent essentiellement des atteintes non physiques contre le harcèlement, les injures, les menaces et les discriminations commises à l'aide d'un outil numérique. Elles incluent également les atteintes à l'intimité des mineurs, ainsi que toutes les infractions relevant du champ de la double sanction de la nomenclature française des infractions (NFI 62), intitulée Atteintes portant atteinte ou visant à porter atteinte à la personne pour laquelle le caractère numérique est révélateur.
Champ : crimes et délits enregistrés en France.
Source : Sursi, « Les infractions liées au numérique enregistrées par la police et la gendarmerie de 2016 à 2023 : l'impact d'une criminalité numérique », Interstat Analyses n°47, avril 2024. Bases statistiques des victimes de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie entre 2016 et 2023.

Part des filles et des garçons de 12 à 15 ans victimes de cybersexisme



* Sextos, photos ou vidéos à caractère sexuel.
Champ : 1 200 élèves français âgés de 12 à 15 ans.
Source : Centre Hubertine Aucier, « Le cybersexisme chez les adolescents (D15) », Étude sociologique dans les établissements scolaires de la 7^e à la 2^e 2016.

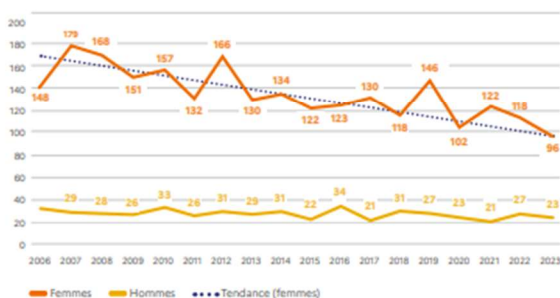
VIOLENCES AU SEIN DU COUPLE

1.3 • 96 femmes ont été tuées par leur partenaire ou ex-partenaire en 2023

Nombre de morts violentes au sein du couple en 2023



Évolution du nombre de personnes tuées par leur partenaire ou ex-partenaire de 2006 à 2023



Source : Délégation aux victimes des directions générales de la police nationale et de la gendarmerie nationale, « Étude nationale sur les morts violentes au sein du couple en 2023 », décembre 2024.

1.4 • En 2023, près de 14 000 auteurs de violences conjugales ont été orientés vers les centres de prise en charge des auteurs de violences conjugales (CPCA)*

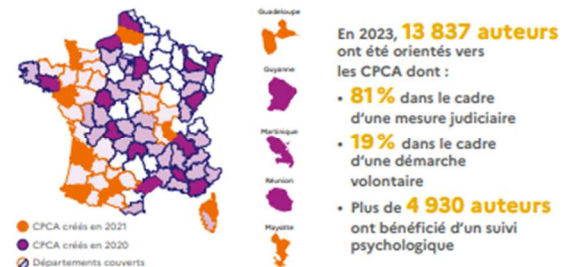
Nombre de personnes mises en cause pour violences conjugales enregistrées par les services de sécurité en 2023



Champ : France, personnes physiques âgées de 15 ans ou plus.
Source : Sursi, « Insécurité et délinquance en 2022 : bilan statistique et état départemental », juillet 2024. Données Sursi, base statistique des mis en cause pour des infractions élucidées par la police et la gendarmerie en 2022.

Nombre et types d'accompagnement des auteurs de violences conjugales pris en charge par les CPCA

30 CPCA sont répartis sur l'ensemble du territoire, dont 5 en Outre-Mer



85 % des départements hexagonaux sont couverts par un CPCA

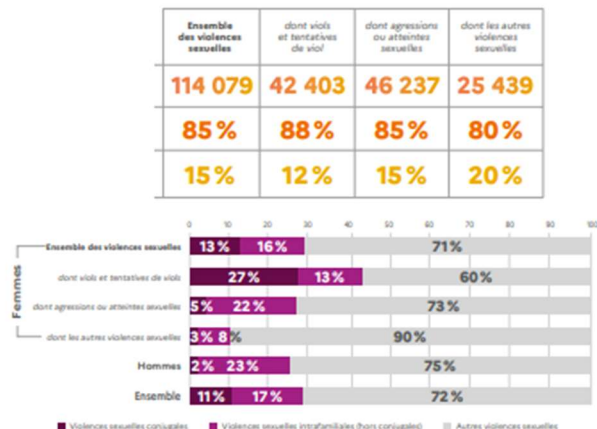
* À l'issue du Grenelle des violences conjugales, le Gouvernement a annoncé la création de centres de prise en charge des auteurs (CPCA) afin de favoriser la prévention du passage à l'acte et de la récidive. Ces centres proposent aux auteurs de violences conjugales un accompagnement psychologique et médical qui pourra être assorti d'un accompagnement socio-économique visant notamment à favoriser leur insertion dans l'emploi. 30 centres ont été ouverts entre 2020 et 2021 sur l'ensemble du territoire.
Champ : France (hexagone et DOM), personnes âgées de 18 ans et plus.
Source : données déclaratives des CPCA.

VIOLENCES SEXUELLES

1 • VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

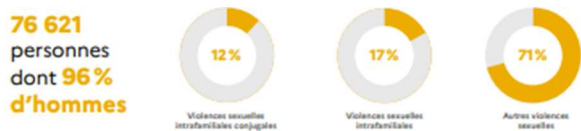
1.5 • Près d'un tiers des violences sexuelles élucidées en 2023 sont intrafamiliales*

Répartition des victimes par sexe, type d'infractions et contexte en 2023



* Les violences sexuelles intrafamiliales sont les actes sexuels et de violence sexuelle commis par des personnes ayant un lien conjugal ou familial (au sens large) avec la victime.
Source : Sirej, « Insécurité et délinquance en 2023 : bilan statistique et atlas départemental », juillet 2024. Données Sirej, base statistique des victimes de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie en 2023.

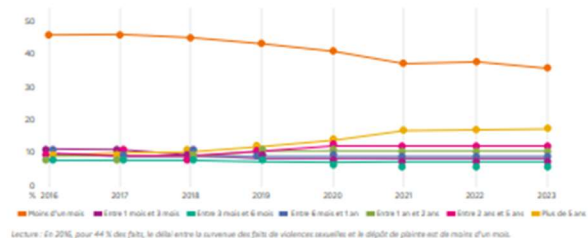
Nombre de personnes mises en cause pour des violences sexuelles élucidées en 2023



Champ : France, personnes physiques.
Source : Sirej, « Insécurité et délinquance en 2023 : bilan statistique et atlas départemental », juillet 2024. Données Sirej, base statistique des personnes mises en cause pour des infractions élucidées par la police et la gendarmerie en 2023.

1.6 • La moitié des violences sexuelles enregistrées en 2023 ont été élucidées au bout d'un an

Distribution des délais entre la survenue des faits et le dépôt de plainte en 2023 (en %)



Taux d'élucidation* des violences sexuelles** enregistrées par les services de sécurité en 2022



Évolution du nombre de condamnations selon le type de violences sexuelles entre 2017 et 2022



Note : La base des condamnations en 2020 et leur augmentation en 2021 est à mettre en lien avec la crise sanitaire.
Champ : condamnations pour une infraction principale de violence sexuelle, entre 2017 et 2022, en France. Les données 2021 sont semi-définitives et les données 2022 sont provisoires.
Source : Sirej, « Les violences sexuelles, près d'une condamnation sur six relève du viol », Infos rapides Justice n°8, novembre 2023. Données ministère de la Justice, SIREJ, fichier statistique du Centre judiciaire national.

1 • VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

PROSTITUTION ET EXPLOITATION SEXUELLE

1 • VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

1.7 • En 2023, les femmes représentent 76 % des victimes d'exploitation sexuelle enregistrées. Depuis 2017, 1 747 personnes ont suivi ou sont en cours de parcours de sortie de prostitution* (PSP)

Nombre de victimes d'exploitation sexuelle enregistrées par la police et la gendarmerie en 2023

Sur les **11 470 victimes** mineures et majeures d'exploitation de personnes

76 %
de femmes

8 773 sont des femmes et **7 477** sont des personnes mineures

Champ : France.
Source : Mission interministérielle pour la protection des femmes contre la violence et la lutte contre le trafic des êtres humains (MIPFV), « La prostitution en France », Lettre de l'Observatoire national des violences faites aux femmes, n°20, mai 2024. Données ISPS - Base des victimes de crimes et délits 2023.

Caractéristiques des 2 026 victimes d'exploitation sexuelle en France accompagnées par 62 associations en 2022



* Afin de renforcer les actions de lutte contre l'exploitation sexuelle, le ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes a lancé le 2 mai 2024 la première stratégie nationale de lutte contre le système prostitutionnel. Cette stratégie a été élaborée en collaboration avec le ministère de l'intérieur et des Outre-mer, le ministère de la justice, le ministère délégué chargé de la santé et de la prévention, le ministère délégué chargé de l'enfance, de la jeunesse et des familles ainsi qu'avec l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs concernés. Elle comporte quatre axes : le renforcement de l'application de la loi de 2016, l'adaptation des nouvelles mesures d'application de la loi aux nouvelles réalités de la prostitution, la meilleure compréhension du phénomène prostitutionnel avec un accent sur la sensibilisation et la poursuite de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs dans le cadre du plan de lutte contre la prostitution des mineurs lancé en 2021.

Nombre de personnes qui ont suivi ou sont en cours de parcours de sortie de prostitution (PSP) depuis 2017



Au 1^{er} janvier 2024, **1 747 personnes** ont suivi ou sont en cours de suivi d'un parcours de sortie de prostitution depuis 2017

* Toute personne majeure victime de prostitution, de proxénétisme ou d'exploitation sexuelle peut bénéficier d'un accompagnement adapté assuré par l'une des 119 associations agréées à cet effet. Ce parcours a été complété par la création d'une allocation financière d'insertion sociale et professionnelle (AISP) versée aux personnes s'inscrivant dans un PSP et ne pouvant bénéficier de minima sociaux de droit commun.
Source : ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, direction générale de la cohésion sociale - Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes (SDFE), janvier 2024.

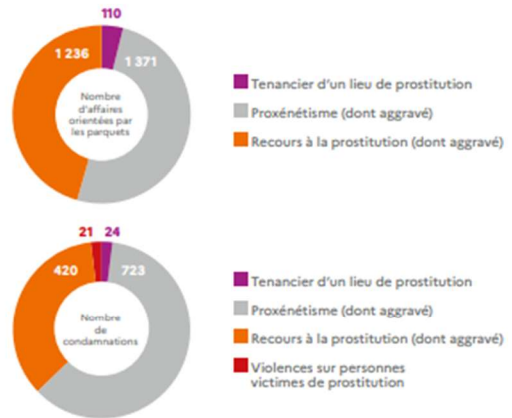
1.8 • En 2022, 1 188 condamnations ont été prononcées pour recours à la prostitution, tenancier d'un lieu de prostitution, proxénétisme et violences sur victimes de prostitution

Nombre de personnes mises en cause pour exploitations sexuelles élucidées en 2023

10 757 personnes mises en cause pour exploitations sexuelles dont **90 % d'hommes**

Source : Sirep, « Insécurité et délinquance en 2023 : bilan statistique et atlas départemental », juillet 2024. Données Sirep, base statistique des mis en cause pour des infractions élucidées par la police et la gendarmerie en 2023.

Nombre d'affaires orientées par les parquets, et nombre de condamnations prononcées, pour recours à la prostitution (dont aggravé), tenancier d'un lieu de prostitution, proxénétisme (dont aggravé) et violences sur victimes de prostitution en 2022



Champ : France.
Source : Mission interministérielle pour la protection des femmes contre la violence et la lutte contre le trafic des êtres humains (MIPFV), « La prostitution en France », Lettre de l'Observatoire national des violences faites aux femmes, mai 2024. Données ministère de la Justice/SISIA/fichier statistique Caspégis.

1 • VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

MUTILATIONS SEXUELLES FÉMININES ET MARIAGES FORCÉS

1 • VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

1.9 • On estime à près de 140 000 le nombre de femmes excisées vivant en France

Estimation du nombre total de femmes adultes ayant subi une mutilation vivant en France en 2019

139 397

femmes adultes dites de « première génération » excisées*



* Par rapport à la précédente estimation (86 343 en 2014), ce nombre est en augmentation (+62%), toutefois, cet accroissement n'est pas lié à une intensification de la pratique ni dans les pays d'origine ni sur le territoire français. Cette augmentation est surtout la conséquence d'une modification de la taille et de la composition de la population de référence, soit la population féminine adulte vivant en France et née dans l'un des 21 pays « à risque d'excision » (pays où la pratique est statistiquement documentée). La taille de la population née dans un pays à risque a augmenté entre les deux dates (+57% de 227 757 à 356 867), due à une augmentation des flux migratoires (notamment en provenance de pays à risque). Par ailleurs, la composition de la population de référence a été modifiée : les populations migrantes féminines qui ont vu leur effectif significativement augmenter (plus du double) sont des populations nées dans des pays à forte prévalence d'excision (Soudan, Soudan entre 80 et 96%). Champ : estimation indirecte basée à partir d'enquêtes démographiques et de santé et enquêtes à indicateurs multiples les plus récentes, femmes adultes migrantes originaires de « pays à risque » dites de « première génération », c'est-à-dire nées dans l'un des « pays à risque » et résidant en France, soit 140 162 femmes âgées de 18 ans et plus vivant en France en 2019 et 17 755 femmes demandeuses d'asile identifiées par l'OSDPA.

Source : direction générale de la cohésion sociale/Université Côte d'Azur, données relatives à l'étude « MGF-MAP », juillet 2023.

Nombre de mineures placées sous la protection de l'Office de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) en raison de leur exposition à un risque de mutilation sexuelle féminine au 31 décembre 2023

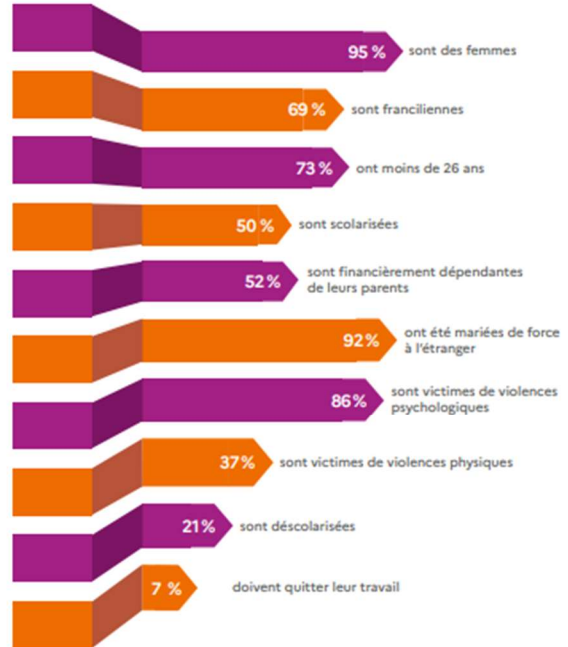
3 480
mineures



Source : Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), « Rapport d'activité 2023 », juillet 2024.

1.10 • En France, 95 % des victimes de mariages forcés recensées sont des femmes et un tiers sont victimes de violences physiques

Caractéristiques des victimes de mariages forcés ayant sollicité SOS mariage forcé* en 2023



* Porté par l'association Voie de femmes et soutenu par le ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, SOS mariage forcé est le premier dispositif d'aide et d'accompagnement dédié à l'accompagnement des victimes de cette violence.

Champ : 147 victimes ayant sollicité le dispositif SOS mariage forcé en 2023.

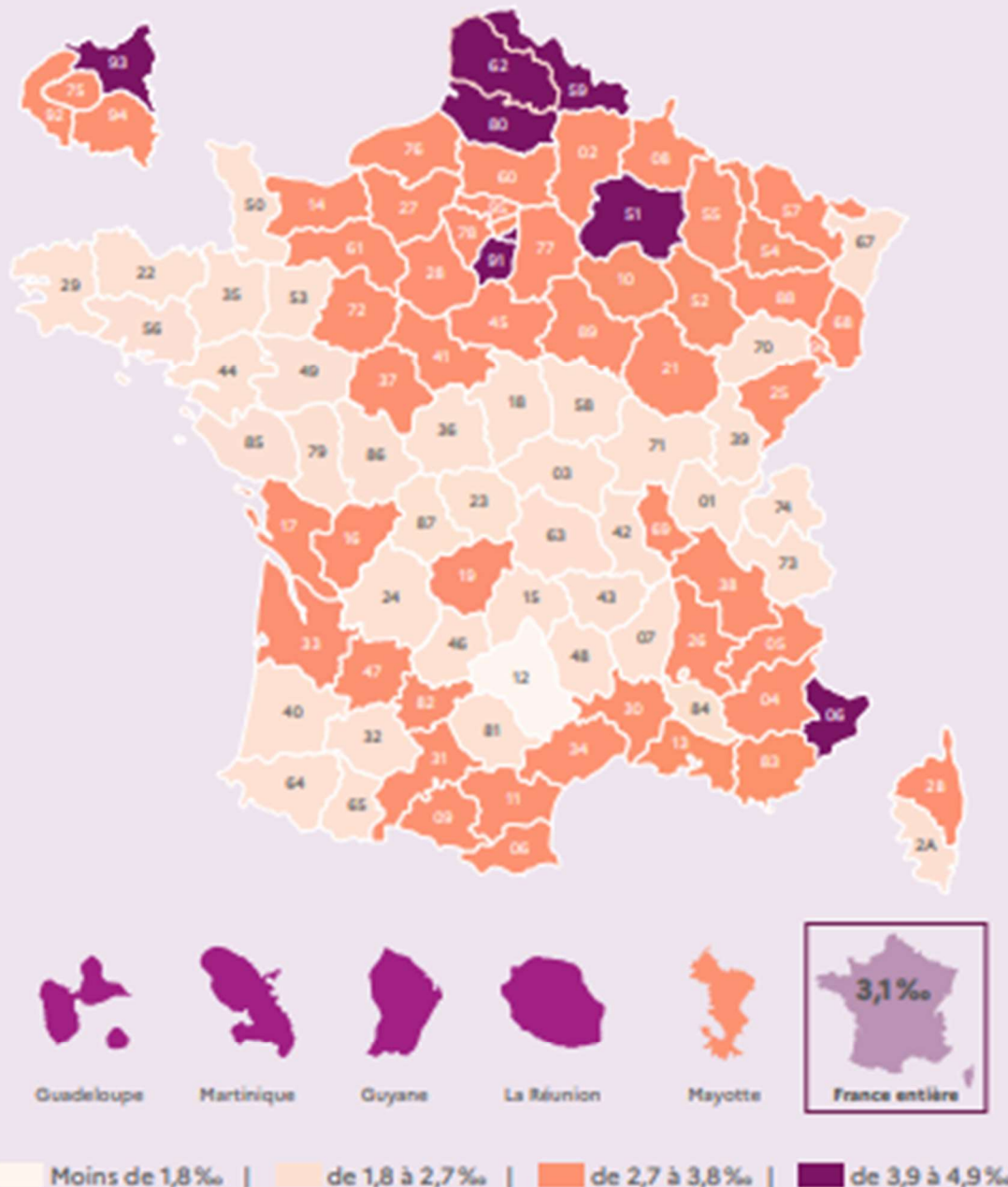
Source : association Voie de femmes, Rapport d'activité 2023, 2024.

1 • VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

FOCUS TERRITOIRES

1.12 • Le taux de violences intrafamiliales est plus important dans le Nord et le Sud de l'Hexagone ainsi que dans les territoires d'Outre-mer

Taux de coups et blessures volontaires intrafamiliaux* pour 1 000 habitants en 2023



* Les coups et blessures volontaires intrafamiliaux sont des violences infligées de manière intentionnelle à la victime dans le cadre familial, autrement dit toute forme de violences commises par une personne ayant un lien de famille au sens large avec la victime (conjoint, ex-conjoint, père, mère, fille, fils, oncle, tante, etc.) que cette personne réside ou non avec la victime. Ils incluent les violences conjugales.

Source : Insee, « Géographie départementale de la délinquance enregistrée en 2023 », Interstat Analyse n° 65, janvier 2024.

SANTÉ DES FEMMES

VUE D'ENSEMBLE

En 2023, les femmes vivent plus longtemps que les hommes quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle

Espérance de vie à la naissance en 2023



Champ : France.
Source : Insee, « Espérance de vie à divers âges », janvier 2024.
Données Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil.

Espérance de vie à 35 ans selon la catégorie socioprofessionnelle en 2020-2022 (en années)



Lecture : à 35 ans, les agricultrices peuvent espérer vivre jusqu'à 85,7 ans.
Champ : France hors Mayotte.
Source : Insee, « Espérance de vie à 35 ans par catégorie socioprofessionnelle et diplôme », juillet 2024.
Données Insee, échantillon démographique permanent.

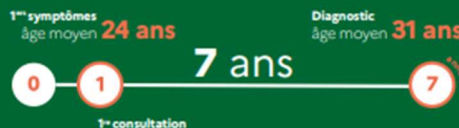
1,5 à 2,5 millions de femmes



sont touchées par l'endométriose en France

soit 1 femme sur 10

Délai entre l'apparition des premiers symptômes et le diagnostic



Champ : 1 557 femmes atteintes d'endométriose, dont 803 femmes appartenant au panel Insee et 754 femmes de l'association Endofrance.
Source : Insee et Endofrance, « Vivre avec l'endométriose : plus de 1 550 femmes en parlent », Enquête sur le parcours des femmes souffrant d'endométriose, juin 2020. Données enquête Endo'ia, administrée en ligne en janvier 2020.

Nombre d'IVG réalisées en 2023 en France (Hexagone et Outre-mer)

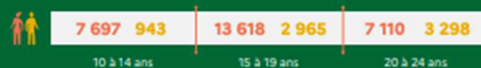


Champ : ensemble des IVG réalisées dans l'Hexagone et les DOM (y compris pour les femmes d'âge inconnu). Chiffres mis à jour en juillet 2024.
Source : Drees, « La hausse des IVG réalisées hors établissement de santé se poursuit en 2023 », Études et Résultats n° 1371, septembre 2024*.

Nombre d'IVG pour 1 000 femmes âgées de 15-49 ans en 2023 (Hexagone et Outre-mer)



Nombre d'hospitalisations pour geste auto-infligé*, par âge et sexe en 2023



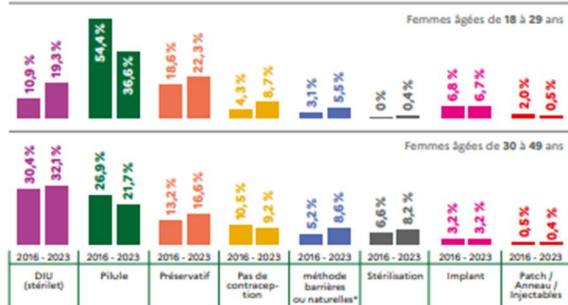
* Tentatives de suicide et automutilations.
Champ : France entière, patients âgés de 10 ans ou plus hospitalisés au moins une fois avec un diagnostic associé de geste auto-infligé.
Source : Drees, « En 2022, la forte hausse des hospitalisations pour geste auto-infligé chez les jeunes filles se confirme », février 2024.
Données système nationale de données de santé, CNAM.

CONTRACEPTION ET IVG

2 • SANTÉ DES FEMMES

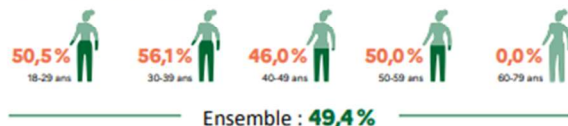
2.1 • Le paysage contraceptif est en mutation avec une diminution importante du recours à la pilule, notamment chez les jeunes femmes

Évolution des principales méthodes de contraception utilisées par les femmes âgées de 18 à 49 ans en 2016 et en 2023



* Les méthodes barrières ou naturelles incluent le retrait, la méthode Ogino ou du rythme, le diaphragme. Les femmes concernées par la contraception sont celles qui ont eu un rapport génital dans l'année, qui ne sont pas enceintes et ne souhaitent pas une grossesse au moment de l'enquête, et qui ne sont pas stériles. L'année : de 2023, 36,2 % des femmes de 18 à 29 ans exposées à un risque de grossesse utilisent la pilule contre 54,3 % en 2016 (Données Santé Publique France). Champ : Femmes de 18 à 49 ans concernées par la contraception. Source : Insee/ANRS/Santé Publique France, Enquête « Contraception et sexualité en France », novembre 2024.

Part des femmes utilisant le préservatif lors du premier rapport avec un nouveau partenaire selon l'âge en 2023



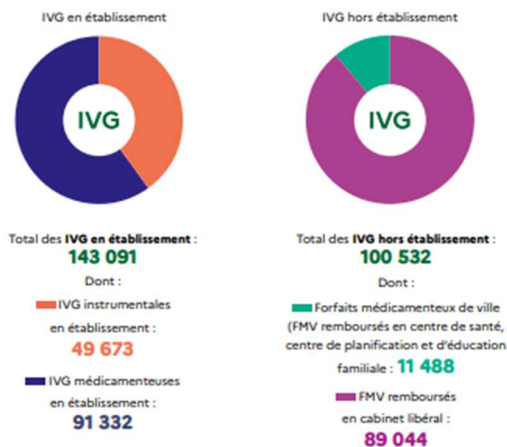
Part des grossesses non souhaitées chez les femmes âgées de 18 à 49 ans

En 2023, **12,8% des femmes** ayant eu une grossesse au cours des 5 dernières années rapportent que celle-ci était non souhaitée, **contre 8,9% en 2016**.

Champ : Femmes de 18 à 49 ans concernées par la contraception. Source : Insee/ANRS/Santé Publique France, Enquête « Contraception et sexualité en France », novembre 2024.

2.2 • La hausse des IVG réalisées hors établissement de santé se poursuit en 2023

Lieux de réalisation des IVG en 2023



Taux de recours à l'IVG pour 1 000 femmes selon l'âge en 2023*



* Calculé en rapportant l'ensemble des IVG aux femmes de 15-49 ans. Champ : ensemble des IVG réalisés dans l'hexagone et les DOM (y compris pour les femmes d'âge inconnu). Chiffres à jour en juillet 2024. Source : Drees, « La hausse des IVG réalisées hors établissement de santé se poursuit en 2023 », Études et Statistiques n°133, septembre 2024.

28 Chiffres-clés - Édition 2024 - Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Chiffres-clés - Édition 2024 - Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

29

RISQUES POUR LA SANTÉ ET SANTÉ SEXUELLE

2 • SANTÉ DES FEMMES

2.3 • Le cancer du sein demeure la première cause de décès par cancer chez la femme. La couverture vaccinale contre les infections à papillomavirus humains progresse chez les jeunes filles et chez les jeunes garçons, bien qu'encre faibles chez ces derniers

Nombre de nouveaux cas de cancers par an, et nombre de décès en 2018



Source : Institut national du cancer, « Panorama des cancers en France Édition 2023 », juillet 2023. Institut national du cancer, « Le cancer de l'endomètre : points clés », mai 2022. Consulté le 6 août 2024.

Participation au dépistage organisé du cancer du sein

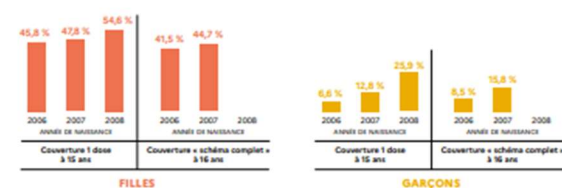


Participation au dépistage organisé du cancer de l'utérus



Source : Institut National du Cancer (INCa), « Panorama des cancers en France Édition 2023 », juillet 2023.

Couverture vaccinale contre les infections à papillomavirus humains (HPV) selon le sexe et l'année de naissance au 31 décembre 2023



Source : Santé publique France, « Données de couverture vaccinale papillomavirus humains (HPV) par groupes d'âge », avril 2023. Consulté le 16 juillet 2024.

2.4 • La ménopause* reste un sujet tabou, bien que ses symptômes affectent considérablement le quotidien d'1 femme sur 4 âgée de 50 à 65 ans. Près d'un tiers des femmes déclarent avoir déjà été en situation de précarité menstruelle

Part des femmes âgées de 50 à 65 ans ne prenant pas de traitement hormonal de la ménopause (THM) présentant au moins un symptôme ménopausique** en plus de l'arrêt des règles selon l'âge en 2020



68% des femmes présentaient en moyenne 2,5 symptômes du syndrome génito-urinaire de la ménopause** (SGUM).

1 femme sur 4 (25%) âgée de 55 à 59 ans estime que les symptômes de la ménopause affectent grandement leur qualité de vie.

Part des femmes âgées de 50 à 65 ans n'ayant jamais évoqué leurs symptômes avec un professionnel de santé



Part des femmes âgées de 50 à 65 ans prenant un traitement hormonal de la ménopause (THM)



* La ménopause est définie comme l'arrêt des règles (ou « aminorrhée ») depuis plus d'un an, sans cause identifiée, et survient entre 45 et 55 ans (à 51 ans en moyenne en France). Cette phase naturelle de la vie de la femme correspond à l'arrêt du fonctionnement des ovaires.
** Dans cette enquête, les symptômes ménopausiques regroupent les symptômes du syndrome génito-urinaire de la ménopause (sécheresse vaginale, brûlures, infections urinaires, incontinence urinaire, etc.) et les symptômes climatiques (bouffées de chaleur, sueurs, fatigue, etc.).
Champ : 5 000 femmes âgées de 50 à 65 ans, France.
Source : Florence A. Théroult, Gabriel Andri, Angèle Lecomte, Amélie Pichard, Bertrand Gales, Patricia Lepois, « Persistent gap in menopause care 20 years after the WHI : a population based study of menopause related symptoms and their management (Lacunes persistantes dans la prise en charge de la ménopause 20 ans après la WHI : une étude basée sur la population des symptômes liés à la ménopause et de leur prise en charge) », Méthodes, 10 août 2022. Données étude ELISA, 2020.

Part des femmes menstruées déclarant en 2023 avoir déjà été en situation de précarité menstruelle*



* Dans cette étude, la précarité menstruelle est définie comme la difficulté financière à disposer de suffisamment de protections périodiques pour se protéger correctement pendant ses règles.
Champ : échantillon de 1 022 femmes menstruées âgées de 18 à 50 ans représentatives de la population des femmes âgées de 18 à 50 ans.
Source : OpinionWay pour Régies Alimentaires, « Enquête sur la précarité menstruelle », février 2023.

30 Chiffres-clés - Édition 2024 - Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Chiffres-clés - Édition 2024 - Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

31

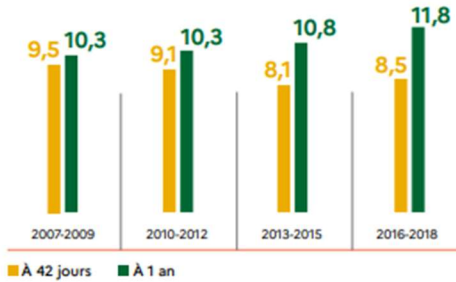
MATERNITÉ ET PÉRINATALITÉ

2 • SANTÉ DES FEMMES

2.5 • 1 décès à lieu tous les 4 jours en France d'une cause liée à la grossesse, à l'accouchement ou durant la période jusqu'à 1 an de l'enfant

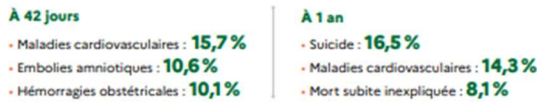
Pour la période 2016-2018, **272 décès maternels** ont été identifiés

Évolution du ratio de mortalité maternelle à 42 jours et à 1 an* pour 100 000 naissances vivantes entre 2007 et 2018



*Note : à partir de 2010 les décès survenus à Mayotte sont inclus.
Champ : France entière.

Les trois premières causes de mortalité maternelle à 42 jours et à 1 an en 2016-2018



*Morts maternelles survenues pendant la grossesse, l'accouchement ou les 42 jours qui suivent le début de la grossesse.
Champ : France entière.
Source : Santé publique France, « Les morts maternelles en France : mieux comprendre pour mieux prévenir - 2^e rapport de l'enquête nationale confidentielle sur les morts maternelles (ENCM) 2016-2018 », avril 2024. Données Enquête nationale confidentielle sur les morts maternelles (ENCM).

2.6 • Il faut compter en moyenne un à deux ans pour être pris en charge dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation* (AMP)

Délai moyen de prise en charge d'une assistance médicale à la procréation (AMP) avec don de spermatozoïdes

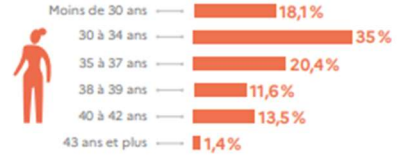


Délai moyen de prise en charge d'une assistance médicale à la procréation (AMP) avec don d'ovocytes



Source : Agence de la biomédecine, « AMP : des demandes de prises en charge toujours à la hausse mais des dons insuffisants pour y répondre », décembre 2023.

Âge des femmes à l'insémination ou à la ponction en vue d'une fécondation in vitro en 2021



27 609 enfants sont nés après une AMP réalisée en 2021

Part des enfants conçus par AMP parmi les enfants nés en France



*L'assistance médicale à la procréation (AMP) est également appelée « procréation médicalement assistée (PMA) » et permet d'avoir un enfant lorsque la conception par les voies naturelles n'est pas possible. Pour cela, elle utilise différentes méthodes, comme la fécondation in vitro (FIV), l'insémination artificielle ou le don de gamètes ou d'embryons, l'objectif étant de débiter une grossesse. L'AMP est accessible aux femmes seules, aux couples de femmes et aux couples hétérosexuels.
Source : Agence de la biomédecine, « Assistance Médicale à la Procréation - Principaux chiffres de l'activité », 2022.

32 Chiffres-clés - Édition 2024 - Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Chiffres-clés - Édition 2024 - Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

33

ÉTAT DE SANTÉ MENTALE ET HANDICAP

2 • SANTÉ DES FEMMES

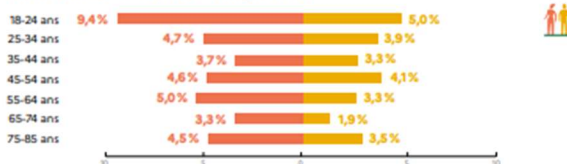
2.7 • La santé mentale des femmes, en particulier des jeunes femmes, est plus dégradée que celle des hommes. Le nombre d'hospitalisations pour geste auto-infligé* connaît une hausse très importante chez les jeunes filles

Part des femmes et des hommes déclarant avoir vécu un épisode dépressif caractérisé* (EDC) au cours des 12 derniers mois en 2021



*L'EDC est défini par l'existence d'une période de 15 jours de tristesse ou de perte d'intérêt presque tous les jours et pratiquement toute la journée, ainsi que par la présence, sur la même période, d'au moins trois symptômes secondaires et une perturbation des activités. Les épisodes dépressifs sont caractérisés de légers, modérés ou sévères, en fonction du nombre de symptômes décrits et de leur retentissement sur les activités habituelles.
Champ : France métropolitaine, 16-85 ans.
Source : Santé publique France, « Prévalence des épisodes dépressifs en France chez les 16-85 ans : résultats du Baromètre santé 2021 », février 2023. Données Baromètre santé 2021, Santé publique France.

Part des femmes et des hommes déclarant avoir eu des pensées suicidaires au cours des 12 derniers mois selon l'âge en 2021



Champ : France métropolitaine, 16-85 ans.
Source : Santé publique France, « Prévalence des pensées suicidaires et tentatives de suicide chez les 16-85 ans en France : résultats du Baromètre santé 2021 », février 2024. Données Santé publique France, Baromètre santé 2021.

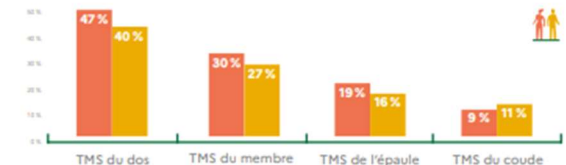
Nombre d'hospitalisations pour geste auto-infligé*, par âge et sexe de 2012 à 2023



*Tentatives de suicide et automutilations.
Note : données annuelles.
Champ : France entière, patients âgés de 10 ans ou plus hospitalisés au moins une fois avec un diagnostic associé de geste auto-infligé.
Source : Drees, « En 2022, la forte hausse des hospitalisations pour geste auto-infligé chez les jeunes filles se confirme », février 2024. Données système national de données de santé, CHAM.

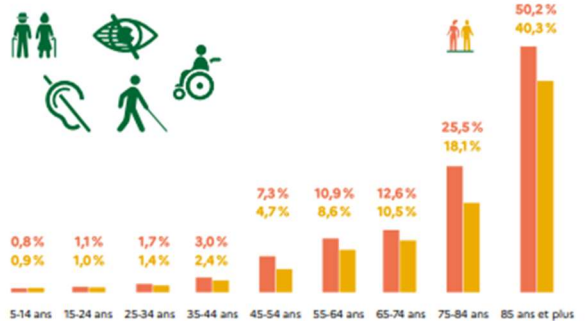
2.8 • Les femmes sont plus souvent concernées par une limitation physique que les hommes

Part des femmes et des hommes déclarant avoir eu des troubles musculo-squelettiques (TMS) au cours des 12 derniers mois selon le sexe en 2021



Champ : 18 à 64 ans.
Source : Santé publique France, « Prévalence de troubles musculo-squelettiques dans la population générale et dans la population des actifs occupés selon la catégorie socioprofessionnelle et le secteur d'activité », mars 2024.

Part des femmes et des hommes déclarant avoir une limitation fonctionnelle physique, selon l'âge en 2021



Champ : France métropolitaine et DROM, hors population résidant en établissement.
Source : Drees, « En France, une personne sur sept de 15 ans ou plus est handicapée, en 2021 », Études et Résultats n°1254, février 2023. Données Drees, enquête Vie quotidienne et santé.

34 Chiffres-clés - Édition 2024 - Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Chiffres-clés - Édition 2024 - Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

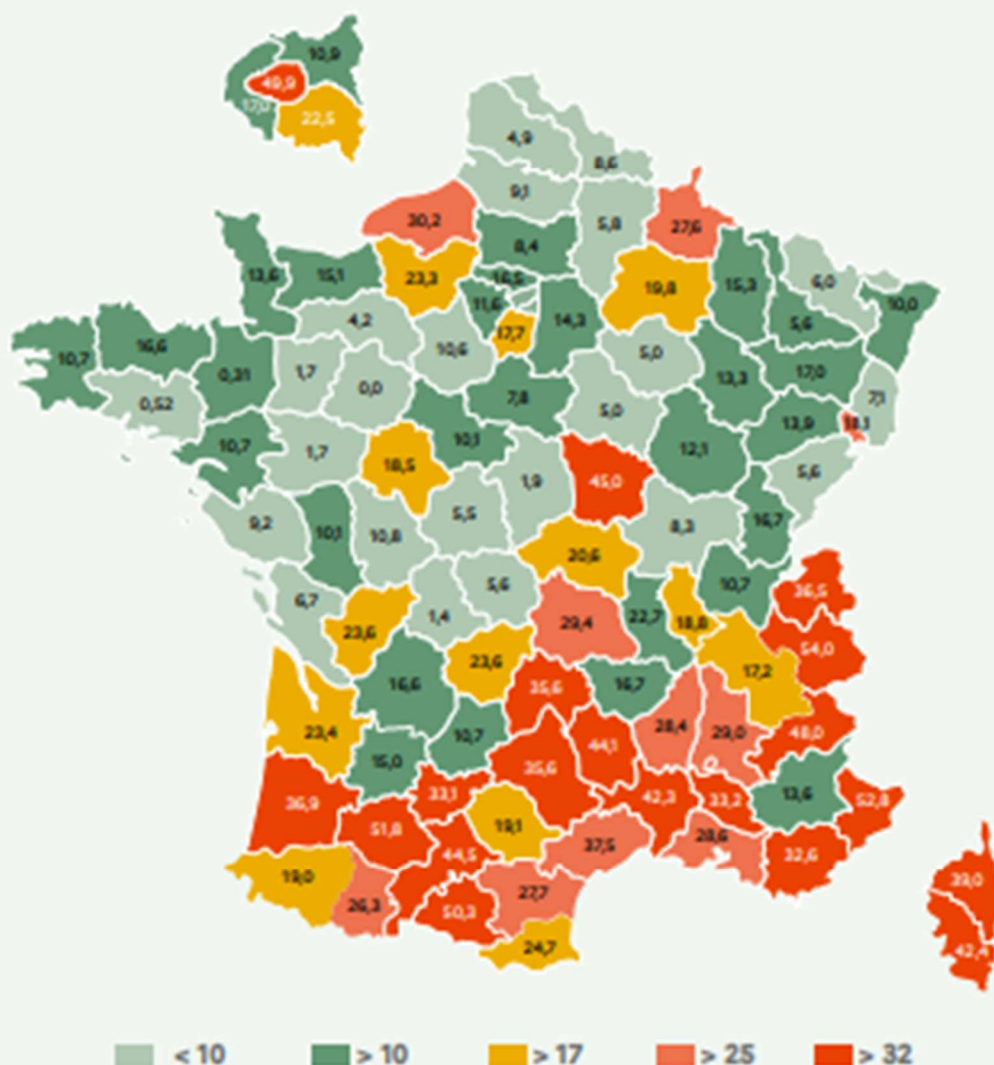
35

FOCUS TERRITOIRES

2.10 • Le nombre de professionnels réalisant des IVG est inégalement réparti sur le territoire

Nombre de praticiens réalisant des IVG hors établissement
pour 1 000 femmes de 15 à 49 ans

19,2 nombre moyen de praticiens réalisant des IVG hors établissement
pour 1 000 femmes de 15 à 49 ans en France (Hexagone et Outre-mer)



Champ : France.

Sources : Drees, « La hausse des IVG réalisées hors établissement de santé se poursuit en 2023 », Études et résultats n°1211, septembre 2024.

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET AUTONOMIE ÉCONOMIQUE

VUE D'ENSEMBLE

**30,9 millions de personnes sont actives en France en 2023,
dont 15,1 millions de femmes**

Champ : France hors Mayotte, personnes en logement ordinaire, de 15 ans ou plus.
Source : Insee, « Population active au sens du BIT - Séries longues », Insee Résultats, juillet 2024.
Données Insee, Enquête emploi en continu 2023, séries longues sur le marché du travail.

Taux d'activité* des 15-64 ans selon le sexe en 2023



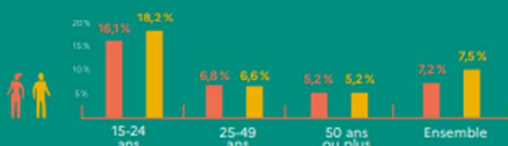
* Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (personnes en emploi ou au chômage au sens du Bureau International du Travail) et l'ensemble de la population correspondante.
Champ : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire, de 15 à 64 ans.
Source : Insee, « Une photographie du marché du travail en 2023 », Insee Première n°1967, mars 2024.
Données Insee, enquête Emploi 2023.

**En 2023, les femmes représentent 49,0% de la population active
en France contre 46,8% dans l'Union européenne**

Champ : personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, « Tableau de bord de l'économie française ». Données Eurostat, extraction du 21 mars 2024.

**En 2023, la France compte 2,3 millions de personnes
au chômage, parmi lesquelles 1,1 million de femmes**

Taux de chômage selon le sexe et l'âge en 2023



Champ : France hors Mayotte, personnes actives vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, « Chômage et halo autour du chômage en 2023 », Insee Résultats, juillet 2024.
Données Insee, Enquête emploi en continu 2023.

40

Chiffres-clés - Édition 2024 - Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Seul 1 salarié sur 5 exerce un métier mixte

**Part des salariés selon la prédominance sexuée
du métier exercé de 2016 à 2019**



Lecture : 20,8% des salariés exercent un métier mixte, dans lequel il y a entre 35% et 65% de femmes salariées.
Champ : France, salariés.
Source : Dares, « Conditions de travail et mixité : quelles différences entre professions, et entre femmes et hommes », Document d'études n°263, janvier 2023. Données Insee, enquêtes Emploi 2016 à 2019.

**En 2022, les femmes gagnent 23,4% de moins que les hommes
dans le secteur privé (revenus salariaux annuels moyens
en euros constants)**



* Le revenu salarial correspond à la somme de tous les salaires perçus par un individu au cours d'une année donnée, nets de toutes cotisations sociales, y compris contribution sociale généralisée (CSG) et contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).
Champ : France hors Mayotte, salariés travaillant principalement dans le secteur privé hors apprentis et stagiaires, hors salariés agricoles et salariés des particuliers employeurs.
Source : Insee, « Écart de salaire entre femmes et hommes en 2022 », Insee Focus n°320, mars 2024.
Insee, panel Tous salariés 2021 et base Tous salariés 2022. Défauts p. 48.

**En 2020, 1,6 million de femmes sont à la tête d'une famille
monoparentale, contre 0,3 million d'hommes**

Champ : France hors Mayotte, adultes vivant en famille avec au moins un enfant de moins de 18 ans.
Source : Insee, « Femmes et hommes, l'égalité en question - Édition 2022 », mars 2022.
Données Insee, enquête annuelle de recensement 2020.

Taux de pauvreté* des familles monoparentales en 2022

31,4%

* Seuil à 60% du niveau de vie médian.
Champ : France métropolitaine, personnes vivant en logements ordinaires dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Source : Insee, « Niveau de vie et pauvreté en 2022 », Insee Première n°2004, juillet 2024. Données Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2021 et 2022.

Chiffres-clés - Édition 2024 - Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

41

EMPLOI

3.1 • Le taux d'emploi des femmes est inférieur de 5 points à celui des hommes et elles sont majoritaires parmi les professions intermédiaires et les employés

Taux d'emploi selon le sexe en 2023



Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire.
Source : Insee, « Activité, emploi et chômage en 2023 en séries longues », Insee Résultats, juillet 2024. Données Insee, enquête emploi en continu 2023.

Catégorie socioprofessionnelle selon le sexe en 2023



Champ : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire, en emploi.
Source : Insee, « Une photographie du marché du travail en 2023 », Insee Première n°1987 mars 2024. Données Insee, enquête Emploi 2023.

3.2 • Les femmes sont plus souvent en situation de sous-emploi que les hommes et sont, en présence d'enfants, plus éloignées de l'emploi que les hommes

Taux de sous-emploi* selon le sexe en 2023



*Le sous-emploi recouvre les personnes ayant un emploi à temps partiel qui souhaitent travailler plus d'heures et qui sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent ou non un emploi. Sont aussi incluses les personnes ayant momentanément travaillé moins que d'habitude, pour cause de chômage partiel par exemple, qu'elles souhaitent à temps plein ou à temps partiel.
Champ : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire, en emploi.
Source : Insee, « Une photographie du marché du travail en 2023 », Insee Première n°1987 mars 2024. Données Insee, enquête Emploi 2023.

Part des mères et des pères sans emploi pour une raison liée aux enfants en 2021



Lecture : les mères sont 15,7% à être sans emploi (chômage, inactive, congé long) en raison d'un enfant à charge en 2021, contre 3,7% pour les pères.
Champ : mères et pères ayant déjà été en emploi, dans un couple hétérosexuel vivant ensemble avec au moins un enfant de moins de 6 ans, sans recomposition familiale récente pour les enfants de moins de 15 ans, du mariage sont les enfants du couple, hors congé maternité ou paternité, France métropolitaine.

Évolution de la situation d'emploi des couples avec au moins un enfant entre 2002 et 2021



Part des couples avec au moins un enfant dans lesquels la mère est plus éloignée de l'emploi que le père* selon la catégorie socioprofessionnelle de la mère en 2021



*Mère sans emploi, père à temps complet ou autre situation où la mère est plus éloignée de l'emploi que le père.
Champ : couples hétérosexuels vivant ensemble avec au moins un enfant de moins de 6 ans, sans recomposition récente pour les enfants de moins de 15 ans du mariage sont les enfants du couple, hors congé maternité ou paternité, France métropolitaine.
Source : Insee, « L'articulation entre vie familiale et professionnelle repose toujours fortement sur les mères », Études et Résultats n°1938, mars 2024. Données Insee, enquêtes Modes de garde et d'accueil des jeunes enfants 2002, 2007, 2013 et 2021.

TEMPS ET CONDITIONS DE TRAVAIL

3.3 • Les femmes travaillent 3 fois plus souvent à temps partiel* que les hommes. Le temps partiel est particulièrement fréquent parmi les mères

3,7 millions de femmes occupent un emploi à temps partiel* en 2023, contre seulement 1,3 million d'hommes

*Un temps partiel est un temps de travail inférieur à la durée légale du travail ou à la durée conventionnelle si celle-ci est inférieure. Il doit obligatoirement faire l'objet d'un contrat de travail écrit. Le travail à temps partiel peut être mis en place à l'initiative de l'employeur ou du salarié.
Champ : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire, en emploi.
Source : Insee, « Caractéristiques des emplois en 2023 », juillet 2024. Données Insee, Enquête emploi en continu.

Part des femmes et des hommes en emploi travaillant à temps partiel en 2023



Champ : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire, en emploi.
Source : Insee, « Une photographie du marché du travail en 2023 », Insee Première n°1987 mars 2024. Données Insee, enquête Emploi 2023.

Part des femmes et des hommes travaillant à temps partiel selon le nombre d'enfants en 2023



Note : pour les enfants à charge, sont comptabilisés dans le ménage les individus de moins de 18 ans à la fin de la semaine de référence n'ayant pas en couple et n'ayant pas d'enfants.
Lecture : en 2023, 27,9% des femmes salariées (hors apprentis) sans enfant travaillent à temps partiel.
Champ : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire, de 15 ans ou plus ayant un emploi salarié, hors apprentis.
Source : Insee, « Emploi, chômage, revenus du travail », Insee Références, août 2024. Données Insee, enquête Emploi 2023.

Part des femmes et des hommes à temps partiel selon le groupe socioprofessionnel en 2022



Lecture : En 2022, 17,5% des agricultrices travaillent à temps partiel, contre 7,8% des agriculteurs.
Champ : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire, en emploi au sein du Bureau International du Travail.
Source : Insee, « Partir des professions en France en 2022 », Insee Focus n°324, avril 2024. Données Insee, enquête Emploi 2022.

3.4 • Si les hommes sont plus exposés aux facteurs identifiés de pénibilité physique au travail, les femmes sont davantage victimes d'accidents de trajet professionnel. En outre, elles sont moins informées des risques professionnels encourus

Part des femmes et des hommes selon l'exposition aux facteurs de pénibilité physique au travail en 2019



Lecture : en 2019, 69,5% des salariés connaissant une exposition « très élevée » aux facteurs de pénibilité (contraintes physiques marquées, environnement physique agissant certains rythmes de travail) sont des hommes.
Source : Insee, « Les salariés du secteur privé (hors emplois des particuliers) exposés à des facteurs de pénibilité physique au travail », Insee Focus n°324, mai 2024. Données Insee, Conditions de Travail 2019, Data-GOAT/Insee-Insee, volet couple.

Part des salariés ayant reçu une information sur les risques pour la santé ou la sécurité au cours des 12 derniers mois, par sexe et par niveau d'exposition, en 2019



Champ : France, salariés du secteur privé (hors des particuliers des établissements de 10 salariés ou plus).
Source : Insee, « Les salariés du privé sont-ils mieux informés des risques liés à leur activité professionnelle et bénéficient-ils de dispositifs de prévention ? », Données Analyses n°28, mai 2024. Données Insee, Conditions de Travail 2019, Data-GOAT/Insee-Insee, volet couple.

Nombre d'accidents de trajet professionnel pour 10 000 EQTP par sexe en 2019



Champ : France, hors Mayotte, salariés affilés au régime général et à la mutualité sociale agricole.
Source : Insee, « Les salariés victimes d'accidents de trajet professionnel en 2019 », Données Analyses n°27, juin 2024. Données Insee, CERSA, Insee, Base Tous salariés, tableau CERSA.

RÉMUNÉRATIONS DANS LE SECTEUR PRIVÉ

3.5 • En 2022, dans le secteur privé, les femmes gagnent 23,5 % de moins que les hommes. Elles sont surreprésentées parmi les travailleurs à bas revenus et sous-représentées aux plus hautes rémunérations

Salaires et écarts de salaire nets entre les femmes et les hommes dans le secteur privé en 2022

Salaires annuels moyens en EQTP**, en euros constants 2022



À poste comparable en EQTP en 2022 :

Les femmes gagnent **4,0% de moins** que les hommes.

** Équivalent temps plein.
Champ : France hors Mayotte, salariés travaillant principalement dans le secteur privé hors apprentis et stagiaires, hors salariés agricoles et salariés des particuliers employeurs.
Source : Insee, « Écart de salaire entre femmes et hommes en 2022 », mise à jour n° 302, mars 2024. Insee, parité Tous salariés 2021 et base Tous salariés 2022.

Part des femmes parmi les travailleurs à bas revenus* en 2018



* Seul de bas revenus d'activité : 60 % du revenu d'activité médian des travailleurs.
Champ : individus déclarant une activité principale pour chaque mois de l'année, dont au moins 6 en tant qu'EQTP et au moins un mois en emploi, hors étudiants et seniors, France métropolitaine.
Source : Dares, « Qui sont les travailleurs à bas revenus d'activité et quelles sont leurs situations sur le marché du travail ? », Dares Analyses n° 20, avril 2024. Données Insee, enquête SRCV, calculs Dares.

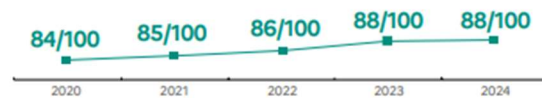
Part des femmes parmi les 1% et 0,1% des salariés du secteur privé les mieux rémunérés en 2022



Champ : France hors Mayotte, salariés du privé, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation, hors apprentis, stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers employeurs.
Source : Insee, « Écart de salaire entre femmes et hommes en 2022 », mise à jour n° 302, mars 2024. Insee, base Tous salariés 2022.

3.6 • Les résultats de l'Index de l'égalité professionnelle progressent peu et sont plus faibles dans les plus petites entreprises de 2020 à 2024

Évolution de la note moyenne des entreprises ayant déclaré l'Index*



Note moyenne des entreprises ayant déclaré l'Index* selon le nombre de salariés en 2024



Parité dans les 10 meilleures rémunérations des entreprises en 2024



* Depuis 2020, toutes les entreprises de 50 salariés et plus doivent calculer et publier leur index de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes chaque année au 1^{er} mars.
Champ : entreprises de 50 salariés et plus ayant déclaré leur index.
Source : ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités, communiqué de presse, « Résultats 2024 de l'index égalité professionnelle et de la représentation équitable », mars 2024.

Part des entreprises de plus de 1 000 salariés selon la part des femmes parmi les cadres dirigeants en 2024

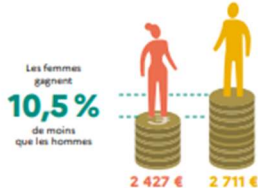


Lecture : 17% des entreprises de plus de 1 000 salariés ont moins de 30% de femmes parmi leurs cadres dirigeants en 2022.
Champ : entreprises de 1 000 salariés et plus ayant déclaré leurs résultats (28 % des entreprises concernées).
Source : ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités, communiqué de presse, « Résultats 2024 de l'index égalité professionnelle et de la représentation équitable », mars 2024.

RÉMUNÉRATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

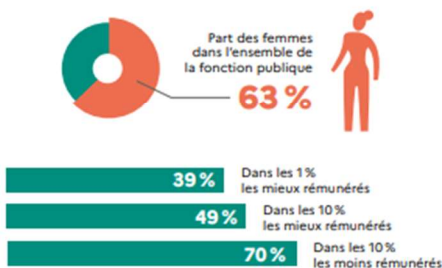
3.7 • Dans la fonction publique, les femmes perçoivent une rémunération en moyenne 10,5 % inférieure à celle des hommes. Comme dans le secteur privé, elles sont sous-représentées parmi les plus hautes rémunérations

Salaires nets mensuels moyens dans la fonction publique en 2022



Champ : France, hors Mayotte, y compris bénéficiaires de contrats aidés. Hors militaires, hors assistants maternels et familiaux, hors apprentis, hors internes et externes des hôpitaux publics.
Source : ministère de la Fonction publique, de la simplification et de la transformation de l'action publique, rapport annuel sur l'état de la fonction publique - édition 2024, novembre 2024. Données : Insee, Traitements DGAFP-SDH.

Part des femmes dans la distribution des niveaux de rémunération en 2022



Note : L'index de l'égalité professionnelle dans la fonction publique a été créé par la loi du 19 juillet 2023 visant à renforcer l'accès des femmes aux responsabilités dans la fonction publique. Il s'applique en 2023 aux seuls employeurs de la fonction publique de l'État comptant au moins 50 agents.
Champ : France, hors Mayotte, hors militaires, en équivalent temps plein mensuel.
Source : ministère de la Fonction publique, de la simplification et de la transformation de l'action publique, « Rapport annuel sur l'état de la fonction publique - édition 2024 », novembre 2024. Données : Insee, Traitements DGAFP-SDH.

3.8 • Au sein des ministères, la rémunération des femmes est inférieure de 9,1 % à celle des hommes en 2023. 55 % de cet écart est lié au fait qu'elles n'occupent pas les mêmes emplois que les hommes, 23 % aux différences d'échelons et de grades, et 22 % à l'effet des primes

Évolution des écarts de rémunération brute mensuelle entre les femmes et les hommes fonctionnaires des ministères entre 2013 et 2023



Écarts de rémunération brute mensuelle entre les femmes et les hommes fonctionnaires des ministères, par catégorie hiérarchique, en 2023

Emplois fonctionnels***	Écart	Femmes	Hommes
Catégorie A hors enseignants	-13,4	66	23
Catégorie A enseignants***	-9,1	52	21
Catégorie B	-7,6	60	23
Catégorie C	-9,7	74	10
Total	-9,1	55	23

Répartition des effets sur l'écart de rémunération en EQTP

□ Écart de rémunération EQTP ■ Effet ségrégation** ■ Effet démographique** ■ Effet primes

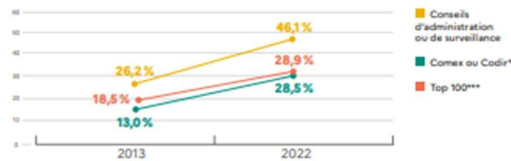
* En 2013, les agents travaillant à l'étranger ne sont pas pris en compte. En 2023, ils représentent moins de 0,4 % des fonctionnaires travaillant dans les ministères.
** Effet de ségrégation est lié au fait que les femmes occupent des emplois différents de ceux des hommes, l'effet démographique renvoie aux différences d'âges et de grades.
*** Les emplois fonctionnels sont le plus souvent des postes à haute responsabilité. Il n'y a pas d'effet de « ségrégation » car le ratio de « corps » reste le même par ces emplois.

**** Les enseignants incluent ceux du ministère de l'Éducation nationale mais aussi ceux d'autres ministères (Enseignement supérieur, Agriculture, etc.).
Lecture : en 2023, parmi les fonctionnaires des ministères, les femmes perçoivent une rémunération moyenne brute en équivalent temps plein inférieure de 9,1 % à celle des hommes. Cet écart est dû à 55 % à l'effet de ségrégation, 23 % à l'effet démographique et 22 % à l'effet des primes.
Champ : ensemble des fonctionnaires de l'État, en paie DGAFI travaillant dans les ministères.
Source : ministère de la Transformation et de la Fonction publique, « Les écarts de rémunération brute entre les femmes et les hommes fonctionnaires dans les ministères de cinq points en dix ans », State capital n° 104, mars 2024. Données Fichiers de paie DGAFI 2023, calculs DGAFP-SDH.

PARCOURS PROFESSIONNELS DANS LE SECTEUR PRIVÉ

3.9 • La féminisation des instances dirigeantes des plus grandes entreprises du secteur privé progresse, mais les femmes sont encore victimes de discriminations au travail

Part des femmes au sein des instances dirigeantes du SBF 120* en 2013 et 2022



* Le SBF (Sociétés des Bourses Françaises) 120 est un indice boursier d'Europe Paris composé des 40 plus fortes capitalisations d'Europe Paris (CAC 40) et des 80 plus fortes capitalisations boursières après CAC 40 (SBF 80).
** Part des femmes dans les Comex ou Codir des entreprises du SBF 120.
*** Part des femmes dans les 100 premières places de l'entreprise (par le classement).

Champ : 19 entreprises (dont 10 du SBF 120 au 31 décembre 2022).

Source : Confindresse et ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations. « Palmarès de la féminisation des instances dirigeantes des entreprises du SBF 120 2022 », juillet 2023.

Part des femmes et des hommes déclarant des traitements inégaux ou des discriminations au travail en 2021



Part des femmes et des hommes déclarant la discrimination selon le sexe comme motif principal de traitements inégaux ou de discriminations au travail en 2021



Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 à 74 ans vivant en logement ordinaire, en emploi et déclarant avoir subi des traitements inégaux ou des discriminations dans leur emploi actuel.
Source : Insee, « 55 des personnes en emploi déclarent avoir subi des traitements inégaux ou des discriminations au travail en 2021 », base Renes 2018, février 2024. Données Insee, enquête Emploi 2021 et module complémentaire à l'enquête Emploi 2021.

3.10 • Si les femmes ne représentent qu'un chef d'entreprise sur 5, près de 40 % des nouvelles entreprises sont créées par des femmes. Néanmoins, elles sont très minoritaires parmi les créateurs d'entreprises dans les secteurs considérés comme masculins

Part des femmes et des hommes parmi les chefs d'entreprise en 2021 et 2023



Part des femmes et des hommes qui participent à la « chaîne entrepreneuriale » en 2023

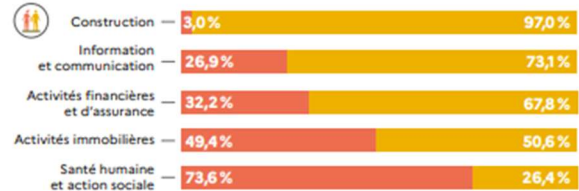


* Qui a l'intention de créer leur entreprise, qu'ils en soient le projet, qu'ils soient chefs ou co-chefs d'entreprise.
Champ : personnes âgées de 18 ans et plus, résident en France métropolitaine.
Source : Observatoire de la création d'entreprise, « Vies femmes - indice entrepreneurial France 2024 », mai 2024. Données issues d'une enquête menée par l'Ifop pour le compte de l'Observatoire de l'Entrepreneuriat, en ligne du 15 au 30 juin 2023, auprès de 5 071 personnes représentatives de la population française (population âgée de 18 ans et plus, méthode des quotas).

Part des femmes et des hommes parmi les créateurs d'entreprises individuelles en 2023



Part des femmes et des hommes parmi les créateurs d'entreprises individuelles dans certains secteurs en 2023



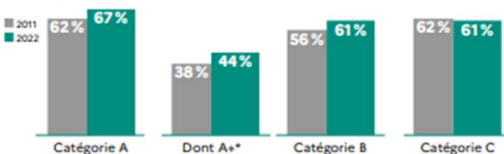
Champ : France, entreprises individuelles relevant des activités marchandes non agricoles.
Source : Insee, « Les créateurs d'entreprises en 2023 », base Renes 2018, février 2024. Données Insee, système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE).

PARCOURS PROFESSIONNELS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

3.11 • Les femmes sont majoritaires dans la fonction publique. Cependant, si des progrès sont constatés, elles sont toujours minoritaires parmi les primo-nominations dans l'encadrement supérieur où la parité n'est pas atteinte. De plus, elles bénéficient d'une moindre formation continue que les hommes

Les femmes représentent 63 % de l'ensemble de la fonction publique en 2022

Évolution de la part des femmes par catégorie dans l'ensemble de la fonction publique entre 2011 et 2022

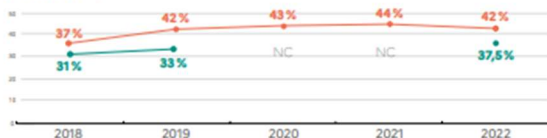


* Bien qu'elle n'ait pas d'existence juridique, la notion de catégorie A* est fréquemment utilisée pour désigner les corps et emplois fonctionnels de l'encadrement supérieur du sein de la catégorie A.
Champ : emplois principaux, tous statuts, France (hors Mayotte). Hors bénéficiaires de contrats actifs. Hors bénéficiaires de contrats à durée déterminée (CDD) et de contrats à durée déterminée (CDD).

Source : ministère de la Transformation et de la Fonction publique, « Caractéristiques des agents de la fonction publique en 2022 », Note Rapide n°102, juillet 2024.

Données Insee, base Traitement DGAFP/GDS.

Évolution de la part des femmes dans les primo-nominations dans la fonction publique de 2018 à 2022



■ Part des femmes dans les primo-nominations
■ Part des emplois concernés par le dispositif de nominations équilibrées (DNE) occupés par des femmes

Nombre moyen de jours de formation continue par agent selon le sexe en 2022

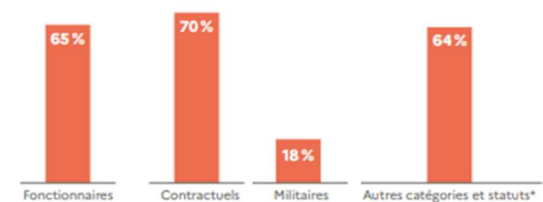


Champ : personnels civils des ministères hors établissements publics, y compris ceux en poste à l'étranger, les ministères de la Justice et de la Culture (régime de l'effectif en formation de carrière (RNC) établissements publics à caractère administratif).
Source : Délégation interministérielle à l'encadrement supérieur de l'État, « Chiffres clés du dispositif de nominations équilibrées dans la fonction publique en 2022 », Éditions 2020 à 2024. Données non communiquées pour les DNE en 2020 et 2021.

Source : Insee, base Traitement DGAFP/GDS.

3.12 • La part des femmes est plus élevée parmi les contractuels que parmi les fonctionnaires. Elles occupent plus souvent des emplois à temps partiel que les hommes, quel que soit leur statut

Part des femmes selon le statut en 2021

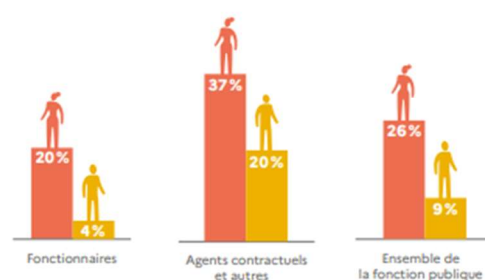


* La catégorie « Autres catégories et statuts » recouvre principalement des établissements publics sous contrat et des ouvriers d'État dans la fonction publique d'État, des assistants maternels et femmes dans la fonction publique territoriale, des médecins dans la fonction publique hospitalière et des apprentis dans les trois versants.

Champ : emplois principaux, tous statuts, France (hors Mayotte). Hors bénéficiaires de contrats actifs et catégories intermédiaires.

Source : ministère de la Transformation et de la Fonction publique, « Rapport annuel sur l'état de la fonction publique - Édition 2024, décembre 2024. Données Insee, base Traitement DGAFP/GDS.

Part des agents à temps partiel selon le sexe et le statut en 2023



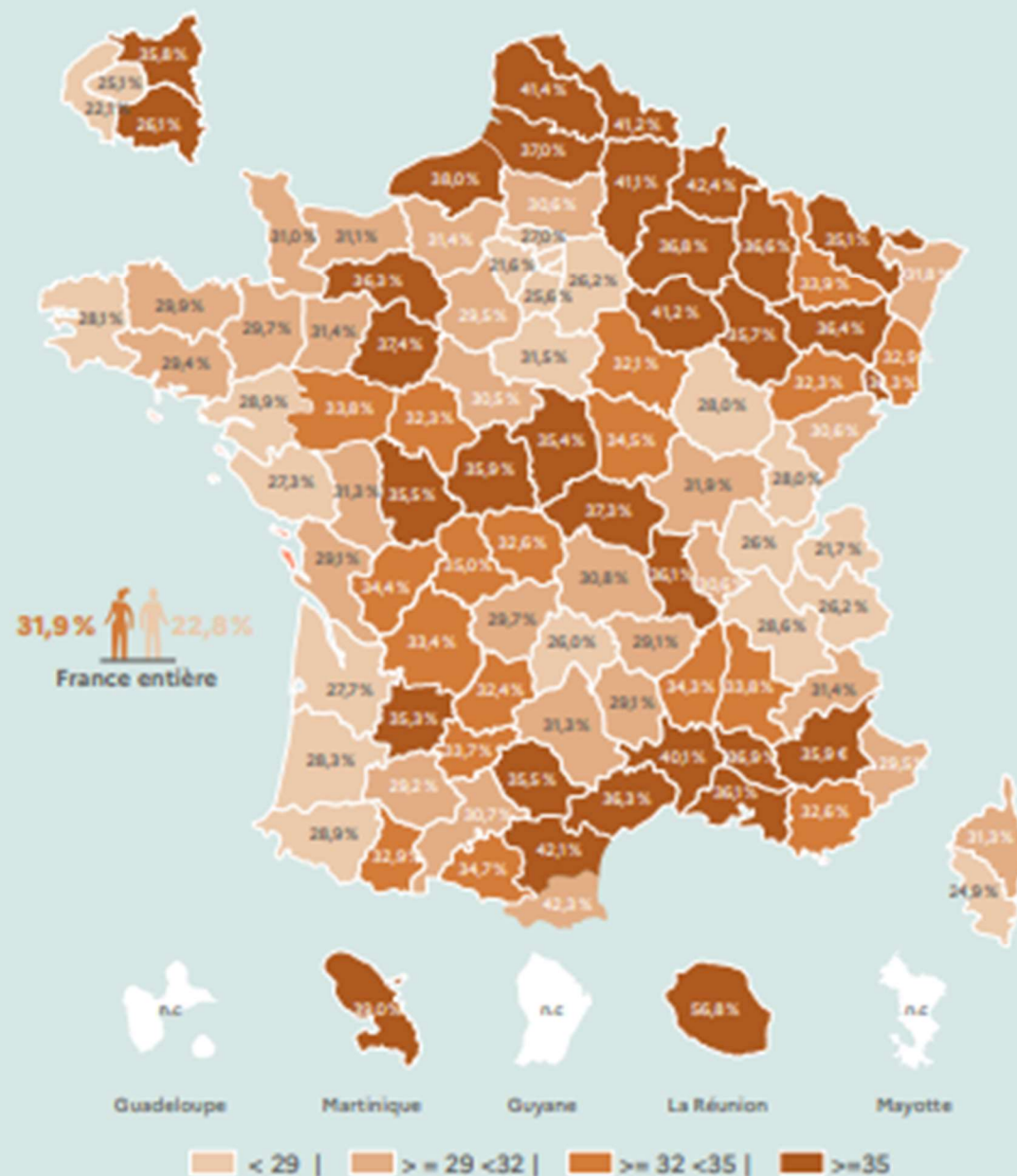
Champ : agents de la fonction publique et salariés du privé vivant en logement ordinaire, en emploi au sens du BIT le semaine de référence, âgés de 15 ans ou plus au 31 décembre. France (hors Mayotte). Hors apprentis, contrats de professionnalisation, stagiaires, contrats actifs.

Source : ministère de la Fonction publique, de la Formation et de la Transformation de la Fonction publique, « Rapport annuel sur l'état de la fonction publique - Édition 2024 », novembre 2024. Données : Insee, base Traitement DGAFP/GDS.

FOCUS TERRITOIRES

3.18 • En France, le taux de pauvreté dépasse 30 % dans les familles monoparentales dont l'adulte de référence est une femme. La pauvreté est moins importante quand l'adulte référent est un homme

Taux de pauvreté de la population des familles monoparentales dont l'adulte référent est une femme ou un homme en 2021



Source : Insee, « Égalité femmes-hommes : chiffres clés pour les régions et départements », mars 2024. Données Insee-DGFiP-Cnaf-Cnaf, Fichier localité social et fiscal, 2021.

B Les données relatives aux ressources humaines (Ville d'Aubagne)

Les données statistiques des ressources humaines

1. Les données généralistes

Au 31 décembre 2024, la collectivité comptait 1 177 agents (contre 1 170 agents en 2023), répartis comme suit :

- **Agents sur emplois permanents** : 1 036 (1 057 en 2023), dont 684 femmes et 352 hommes
- **Agents sur emplois non permanents** : 141 (113 en 2023), dont 75 femmes et 66 hommes (vacataires, contractuels saisonniers, contractuels occasionnels, apprentis et collaborateurs de cabinet, PEC).

Parmi les 1 036 agents sur emplois permanents :

- **Contractuels permanents** : 94 femmes et 41 hommes (contractuels indiciaires, contractuels indiciaires permanents, contractuels aide à domicile exonérée, contractuels CDI, contractuels remplaçants).
- **Fonctionnaires** : 590 femmes et 311 hommes (stagiaires et titulaires).

Répartition en pourcentage :

- Fonctionnaires : 57 % de femmes et 30 % d'hommes
- Contractuels permanents : 9 % de femmes et 4 % d'hommes.

Répartition par genre selon la filière de 2022-2024 sur emplois permanents :

FILIÈRES	2022		2023		2024	
	Femmes %	Hommes %	Femmes%	Hommes %	Femmes %	Hommes %
Administrative	83	17	85	15	85	15
Technique	54	46	52	48	52	48
Culturelle	66	34	70	30	74	26
Sportive	40	60	50	50	44	56
Médico-Sociale	99	1	99	1	99	1
Police Municipale	14	86	16	84	15	85
Animation	47	53	48	52	44	56

Répartition par genre selon le cadre d'emplois de 2022 à 2024 :

Cadres d'emplois les plus féminisés en pourcentage sur emplois permanents

CADRE D'EMPLOI	2022	2023	2024
Assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	67	67	86
Éducateurs de jeunes enfants	100	100	100
ATSEM	100	100	100
Auxiliaire de puériculture	100	100	100
Rédacteurs	84	88	90

Cadres d'emplois les plus masculinisés en pourcentage sur emplois permanents

CADRE D'EMPLOI	2022	2023	2024
Techniciens	75	82	86
Agent de police municipale	87	85	85
Agents de Maîtrise	63	64	64
Éducateur des APS	50	42	50

Taux de féminisation en pourcentage par catégorie hiérarchique de 2022 à 2024 sur emplois permanents :

CATÉGORIES	2022	2023	2024
A	72	70	68
B	75	76	76
C	63.5	63	63

Répartition par genre aux postes d'emplois fonctionnels et de directeurs en 2024 :

	2024	
Genre	H	F
Emplois fonctionnels	2	2
Directeurs	8	12

Âge moyen :

ANNÉES	2022		2023		2024	
Genre	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Fonctionnaires	Contractuels permanents
Femmes	50.5	39.8	50.8	40,3	50,5	40,4
Hommes	46.8	39	46.2	35,8	46,3	40,4

Promotion interne :

	2022			2023			2024		
CATÉGORIES	F	H	TOTAL H/F	F	H	TOTAL H/F	F	H	TOTAL H/F
A	2	2	4	1	0	1	2	1	3
B	1	2	3	1	1	2	2	1	3
C	6	2	8	1	4	5	0	4	4
Total	9	6	15	3	5	8	4	6	10

Synthèse des actes agressifs sur les agents territoriaux en externe et interne :

SERVICES CONCERNÉS	2022	2023	2024
Logement			
Personnel Restaurants	8	6	1
Personnel Éducation		1	2
Personnel Écoles			6
Personnel Enfance	2		
PIJ		1	
Sports	2	2	1
Services Techniques- Accueil Urbanisme	1	2	1
Magasin Général		1	
DRH /SIT			3
Culture	1		1
Solidarités		1	1
Vie des quartiers			1
Police /CSU			1
Service à la Population			
CCAS RPA	3	1	1
CCAS AAD	4		2
CCAS Accueil-Action Sociale		3	6
Total	21	18	28

ANNÉES	2022	2023	2024
Femmes victimes	18	15	23
Hommes victimes	3	3	5

Actes agressifs et harcèlement

- En 2024, 28 déclarations d’actes agressifs ont été enregistrées :
 - 23 femmes victimes et 5 hommes victimes
 - 13 hommes agresseurs et 15 femmes agresseurs
- Ces actes ont été réalisés principalement par des personnes extérieures à la collectivité : 19 externes et 9 internes
- De 2020 à 2024, aucun signalement pour harcèlement sexuel ou agissements sexistes n’a été constaté.

2. Les données relatives à l’emploi et à la formation

Écarts de salaires nets moyens mensuels

Chez les fonctionnaires, l’écart entre les salaires nets moyens mensuels des hommes et des femmes tend à diminuer (382 € en 2022 contre 311 € en 2024). Cet écart reste néanmoins défavorable aux femmes.

La collectivité poursuit une politique volontariste en faveur de l’égalité entre les femmes et les hommes. Cette volonté se traduit notamment par :

- Le nombre de nominations à l’avancement de grade en 2024 : 17 femmes contre 13 hommes
- Le nombre de nominations après réussite à un concours : 4 femmes et 5 hommes
- La répartition femmes/hommes aux postes d’emplois fonctionnels et de directeurs

Écarts constatés sur les heures supplémentaires

Les services les plus sollicités pour les heures supplémentaires sont :

- Le service propreté
- L’unité manutention
- La direction de la police municipale
- La régie des bâtiments
- Le service voirie

Ces services comptent une majorité d’agents masculins, ce qui explique l’écart constaté entre les heures supplémentaires effectuées par les hommes et celles effectuées par les femmes.

Salaires nets moyens mensuels avant impôts en Équivalent Temps Plein des agents sur emplois permanents

Fonctionnaires

	2022			2023			2024		
CATÉGORIES	F	H	Ecarts	F	H	Ecarts	F	H	Ecarts
A	2 995	3 609	614	3 168	3 644	476	2 950	3 330	380
B	2 269	2 501	232	2 357	2 584	227	2 203	2 477	274
C	1 924	2 226	302	2 021	2 295	274	1 919	2 198	279
Moyennes	2 396	2 778	382	2 515	2 841	326	2 357	2 668	311

(Base : payes d’octobre pour chacune des années)



Contractuels permanents

	2022			2023			2024		
CATÉGORIES	F	H	Ecarts	F	H	Ecarts	F	H	Ecarts
A	3 371	4 117	746	3 891	4 519	628	2 898	3 611	713
B	1 841	1 997	156	1 964	2 050	86	1 883	2 315	432
C	1 778	1 745	33	1 848	1 977	129	1 753	1 834	81
Moyennes	2 330	2 619	289	2 568	2 849	281	2 178	2 587	409

IFSE pour les fonctionnaires :

	2022			2023			2024		
CATÉGORIES	Nb F	Nb H	Ecarts	Nb F	Nb H	Ecarts	F	H	Ecarts
A IFSE	43	16	27	51	20	31	50	21	29
B IFSE	104	30	74	99	33	66	112	41	71
C IFSE	362	207	155	352	207	145	352	244	108

IFSE pour les contractuels permanents :

	2022			2023			2024		
CATÉGORIES	Nb F	Nb H	Ecarts	Nb F	Nb H	Ecarts	Nb F	Nb H	Ecarts
A IFSE	14	7	7	8	8	0	7	8	1
B IFSE	14	3	11	14	1	13	18	6	12
C IFSE	56	26	30	56	33	23	51	23	28

Heures supplémentaires des fonctionnaires par catégorie et sexe :

Catégorie C	2022		2023		2024	
	F	H	F	H	F	H
Nombre d'heures	2 888,9	18 933,33	2 908,92	17 456,57	3 060,92	20 897,80
Nombre d'agents	62	193	58	193	102	211

Heures supplémentaires des contractuels par catégorie et sexe :

Catégorie C	2022		2023		2024	
	F	H	F	H	F	H
Nombre d'heures	341	587,5	579	1 819,5	711,75	1 988,22
Nombre d'agents	10	13	11	26	23	37

Nombre total de titulaires et stagiaires occupant un emploi permanent ayant participé à un ou plusieurs types de formation de 2022 à 2024 :

ANNÉES	2022		2023		2024	
EFFECTIF	Nb F	Nb H	Nb F	Nb H	Nb F	Nb H
Exemples						
<i>Préparation concours et examens d'accès à la FPT</i>	42	10	50	15	13	4
<i>Formation d'Intégration</i>	15	13	6	3	17	12
<i>Formation de professionnalisation</i>	112	25	358	79	88	49
<i>Formation personnelle</i>	1	0	8	6	3	8
TOTAL	170	48	422	103	121	73

Nombre total de l'ensemble des contractuels ayant participé à un ou plusieurs types de formation en 2024 :

ANNÉES	2024	
EFFECTIF	Nb F	Nb H
Exemples		
<i>Préparation concours et examens d'accès à la FPT</i>	11	0
<i>Formation de professionnalisation</i>	81	27
<i>Formation personnelle</i>	0	1
TOTAL		

- Bilan de positionnement / bilan de compétences (2024) : réalisé pour 5 agents, dont 10 femmes titulaires.
- Accompagnement individuel / coaching : 7 agents ont bénéficié d'un suivi personnalisé (3 femmes et 4 hommes titulaires).
- VAE : 1 dossier déposé et validé, concernant une femme titulaire (2024).
- Congé formation : 1 agent a bénéficié d'un congé formation (1 femme titulaire).

3. Les données relatives à la vie familiale

Vie professionnelle par rapport à la vie privée pour les fonctionnaires et les contractuels permanents :

TEMPS PARTIEL	2022			2023			2024		
	F	H	TOTAL H/F	F	H	TOTAL H/F	F	H	TOTAL H/F
Pourcentage	5,6%	0,3%	5,9%	4,4 %	0,5%	4,9%	5,3 %	0,5 %	5,8 %
Nombre	66	4	70	52	6	58	55	5	60

NOMBRE D'AGENTS	2022			2023			2024		
	F	H	TOTAL H/F	F	H	TOTAL H/F	F	H	TOTAL H/F
Congé parental	3	0	3	3	0	3	3	0	3

CONGÉ PATERNITÉ	2022	2023	2024
Nombre d'agents hommes	20	15	16

C Les politiques publiques communales en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

Ce chapitre sur l'égalité entre les femmes et les hommes propose un aperçu des actions menées par la Ville d'Aubagne en matière de politiques publiques, ainsi que de la participation et de l'inclusion des habitantes et des habitants.

Ces éléments, qui ne prétendent pas à l'exhaustivité, visent à offrir une lecture transversale des pratiques locales et à nourrir la réflexion sur les dispositifs existants et à venir.

Un focus particulier est porté sur trois domaines structurants :

- Actions sociales et santé publique
- Démarches socioculturelles et promotion de la citoyenneté
- Politiques et pratiques sportives.

1. Actions sociales et santé publique

La Ville d'Aubagne favorise, soutient et met en œuvre des actions de sensibilisation en faveur des droits des femmes et de lutte contre les discriminations.

1.1 Les engagements de la Ville d'Aubagne

En mars 2025, la Ville d'Aubagne a réaffirmé son engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes à travers deux initiatives majeures :

1.1.1 Adoption du Plan d'actions pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Soumis au Conseil municipal en mars 2025, ce plan d'action fixe les priorités de la Ville de manière constructive et ambitieuse, contribuant à faire progresser un enjeu sociétal majeur et à produire des résultats concrets et mesurables.

Le plan s'articule autour de quatre axes principaux, qui seront déclinés en actions concrètes :

1. Renforcer la lutte contre les violences faites aux femmes ;
2. S'engager pour la santé des femmes ;
3. Promouvoir l'égalité professionnelle et économique ;
4. Développer la culture de l'égalité.

1.1.2 Signature de la Charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale

La Ville s'est engagée parallèlement par la signature de la charte européenne pour l'égalité, qui s'adresse aux collectivités locales et régionales d'Europe.

Les signataires de cette charte s'engagent publiquement à :

- Respecter le principe d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- Mettre en œuvre les engagements énoncés dans la charte sur l'ensemble de leur territoire ;
- Élaborer un plan d'action pour l'égalité, précisant leurs priorités, leurs actions et les ressources mobilisées.

Ce plan a été élaboré en concertation avec les acteurs locaux engagés dans la lutte contre les discriminations et la défense des droits des femmes, ainsi qu'avec les acteurs institutionnels.

Enfin, chaque signataire de la charte s'engage à collaborer avec l'ensemble des institutions et organisations présentes sur son territoire, dans le but de faire progresser une égalité réelle dans les faits.

Cette signature affirme avec force la volonté de la Ville d'Aubagne de continuer à défendre, promouvoir et faire respecter le droit fondamental qu'est l'égalité entre les femmes et les hommes.

1.2 Célébration des journées internationales

La Ville d'Aubagne se mobilise pour sensibiliser les aubagnaises et les aubagnais à la condition féminine et à la nécessité d'atteindre l'égalité femmes-hommes dans tous les domaines.

1.2.1 Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes – 25 novembre 2024

À l'occasion du 25 novembre, la Ville réaffirme chaque année son engagement à travers de nombreux événements :

- Inauguration de « La Parenthèse », un dispositif d'accueil dédié aux femmes victimes de violences, situé au sein de l'hôpital Edmond Garcin ;
- Exposition photos à l'Espace des Libertés : une série de portraits de femmes engagées de la région, prêtée par la Région Sud ;
- Colloque « Regards en protection des femmes et de l'enfance », réunissant près de 400 professionnels (santé, police, gendarmerie, travailleurs sociaux, professions médicales et paramédicales, avocats, etc.) autour de la question des violences faites aux femmes et intrafamiliales.

Organisée en partenariat avec :

- La Maison du Droit et de la Justice,
- Solidarité Femmes 13,
- Le Département des Bouches-du-Rhône,
- Le Pôle violences intrafamiliales du Tribunal de Marseille.



Le colloque a été labellisé comme formation officielle pour le personnel et les magistrats de la région.

1.2.2 Journée internationale des droits des femmes – 8 mars 2025

Une programmation spéciale pour plusieurs centaines de lycéens et étudiants aubagnais a été proposée :

- Projection d'un film documentaire d'Anastasia Mikova et Yann Arthus-Bertrand donnant la parole à 2 000 femmes dans 50 pays ;
- Débat participatif pour approfondir la réflexion des jeunes ;
- Ateliers pédagogiques et créatifs : création d'une fresque sur tissu, conception d'œuvres artistiques autour de mots et prénoms choisis par les jeunes, débat mouvant, confection de kits d'hygiène féminine, atelier sur les menstruations.

Les réalisations artistiques ont été offertes à des structures d'accueil pour des femmes en difficulté.

1.3 Engagement pour la santé des femmes

Octobre Rose 2024

Chaque année, la Ville d'Aubagne se mobilise dans le cadre de la campagne nationale « Octobre Rose » afin de sensibiliser les femmes au dépistage précoce du cancer du sein, à travers deux événements phares : une marche solidaire et une soirée au théâtre municipal.

Édition 2024 :

- **Matinée en extérieur :**
 - Marche solidaire de 2 km ;
 - Flashmob ;
 - Représentation de danse sur le thème des Amazones ;
 - Création d'un « nœud rose humain », symbole de solidarité et de fraternité envers les femmes touchées ou ayant surmonté un cancer du sein.



Participation des structures locales :

La résidence autonomie Les Taraïettes et l'Espace Bel Âge d'Aubagne ont contribué à l'événement. Les résidents ont réalisé des bijoux artisanaux et autres goodies, vendus lors de la marche solidaire au profit de la recherche en faveur du cancer du sein.

- **Soirée au théâtre municipal :**

La soirée a mis à l'honneur un exploit sportif réalisé par 24 femmes en rémission d'un cancer du sein, accompagnées par l'association ADER (Association pour un Défi, un Élan, une Reconquête). Cet événement a souligné les thèmes de résilience et de réhabilitation post-cancer par le sport, tout en diffusant des messages de prévention.

Le public a pu participer activement à des échanges, poser de nombreuses questions et témoigner sa solidarité à travers des gestes et des réactions chaleureuses.



2. Démarches socioculturelles et promotion de la citoyenneté

La Ville d'Aubagne met en œuvre des actions visant à sensibiliser, accompagner et impliquer les aubagnaises et aubagnais, notamment les jeunes, dans la vie citoyenne et la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

2.1 Direction de la citoyenneté et de la solidarité

La direction de la citoyenneté et de la solidarité coordonne plusieurs dispositifs et services permettant de soutenir la population dans ses démarches sociales et éducatives.

2.1.1 Conseil Intercommunal de Sécurité et Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (CISPDR)

Le CISPDR organise régulièrement des commissions thématiques autour de la lutte contre les violences faites aux femmes, et plus largement, des violences intrafamiliales.

Lors de ces commissions qui se tiennent quatre fois par an, des associations et des personnalités qualifiées interviennent pour :

- Informer ;
- Partager des pratiques ;
- Renforcer le maillage partenarial local.

Le CISPDR soutient également financièrement plusieurs associations engagées sur ces thématiques, notamment :

- L'AVAD ;
- Solidarité Femmes 13 ;
- Résonances.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre de l'application du contrat local de lutte contre les violences conjugales, sexistes et sexuelles, signé en 2019.

En 2025, deux groupes de travail ont été constitués et se sont réunis quatre fois dans l'année :

- L'un sur les lieux refuges ;
- L'autre sur le logement intermédiaire pour les femmes victimes de violences.

Enfin, une avocate spécialisée dans le domaine des violences faites aux femmes assure une veille juridique et intervient à chaque commission, contribuant à la construction d'une culture commune entre tous les acteurs du réseau.

2.1.2 Service prévention et éducation

Podcast "Femmes féministes"

Ce projet, mené en partenariat avec la médiathèque Marcel Pagnol et le lycée Joliot-Curie (classes de 1^{re} et professeurs de français), s'est déroulé à travers trois interventions de trois heures chacune et a mobilisé 84 élèves. L'objectif était de mettre en valeur le combat de femmes engagées — écrivaines, scientifiques, femmes politiques, sportives — dont les actions sont souvent méconnues.

Le projet s'est déroulé en trois étapes :

1. Le travail de recherche avec les lycéens pour élaborer le contenu des podcasts autour de figures féminines inspirantes ;
2. L'enregistrement des podcasts sous forme documentaire ;
3. La création d'affiches pour valoriser leur travail et le diffuser au sein du lycée.

Une restitution a été organisée pour la direction du lycée, les élus et la chargée de mission femmes et santé de la Ville d'Aubagne, en présence des élèves. Les podcasts sont disponibles sur le site de la médiathèque : [Podcasts Femmes remarquables 2025](#).

L'outil numérique constitue un support d'expression pour le service de prévention et d'éducation, permettant de libérer la parole et d'être à l'écoute des jeunes. Ce type de projet favorise également la reconnaissance du service par les jeunes, maintient une approche « d'aller-vers » et encourage le travail.

2.2 Direction de la jeunesse

La direction de la jeunesse favorise l'implication des jeunes dans la vie communale et la réflexion sur la citoyenneté.

2.2.1 Le Conseil municipal des jeunes (CMJ)

Né de la volonté de l'équipe municipale (1^{re} installation en novembre 2015), le CMJ permet aux 42 représentants des 4 collèges aubagnais, élus pour deux ans par leurs pairs, d'être acteurs à part entière de la vie de leur Ville et de s'initier à l'apprentissage de la citoyenneté. C'est un espace où les adolescents peuvent :

- Débattre et proposer des actions pour la Ville ;
- Participer à des projets favorisant l'égalité, la solidarité et l'engagement civique ;
- S'impliquer dans des initiatives culturelles et sociales, renforçant leur sens de la responsabilité et de la citoyenneté.

Le 5^e CMJ est actuellement composé de 32 filles et 10 garçons, âgés de 13 à 15 ans.

2.3 Direction de la culture

La direction de la culture soutient des actions éducatives et artistiques permettant de sensibiliser tous les publics à l'égalité et à la citoyenneté.

2.3.1 Le conservatoire

- En 2025, la fréquentation du conservatoire est majoritairement féminine (61 % des élèves), une tendance en augmentation.
Dans les cursus d'éveil artistique (4-6 ans), les filles sont deux fois plus nombreuses que les garçons, ce qui questionne les représentations sociales pouvant freiner l'inscription des jeunes garçons dans un établissement artistique.
- Si l'équilibre filles/garçons est globalement respecté dans les pratiques musicales et théâtrales, les cours de danse restent très majoritairement féminins, reflet d'un héritage culturel et historique.
- La mise en place récente d'un éveil artistique pluridisciplinaire danse/musique dès la moyenne section de maternelle vise à encourager un rapport personnel aux disciplines artistiques, et à limiter l'influence des stéréotypes de genre.
- Bien que les inégalités soient peu marquées en termes d'accès, certaines pratiques instrumentales restent genrées, les filles s'orientant plus vers la harpe ou la flûte, tandis que les garçons privilégient la trompette ou les percussions.
- Le conservatoire veille désormais à une présentation neutre de ses activités lors des moments de diffusion et de promotion (portes ouvertes, nuit des conservatoires...), dans une logique d'égalité d'accès à toutes les disciplines.

Pour valoriser la place des femmes dans l'histoire de la culture et sensibiliser au matrimoine, les salles de cours du conservatoire, qui portaient exclusivement des noms de compositeurs masculins, ont été renommées. Des figures féminines représentatives des disciplines enseignées y sont désormais mises à l'honneur : Marie-Thérèse Gras, Nina Simone, Nadia Boulanger, Sylvie Guillem, Jacqueline du Pré, Anat Cohen, Betsy Jolas, Pina Bausch, Louise Farrenc, Dominique Varenne, Mel Bonis.

2.3.2 La médiathèque Marcel Pagnol

Les équipes de la médiathèque municipale et du médiabus se mobilisent chaque année afin de proposer au public des actions autour de la question des femmes, de leur positionnement dans la société et de leurs droits. Des temps forts de sensibilisation sont offerts à l'occasion des journées internationales des droits des femmes et de lutte contre les violences faites aux femmes.

Actions 2025 :

- Une exposition sur kakemono créée par le Moutard a été acquise en 2023. Des rencontres avec des collégiens (6^e et 5^e) ont été organisées autour de cette exposition, en partenariat avec le service prévention et le service vie des quartiers (Maison de quartier de la Tourtelle).

-
- À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, la médiathèque a accueilli en mars 2025 l'exposition « La science taille XX elles », représentant des femmes scientifiques du CNRS. Une médiation a été organisée pour les classes d'élémentaire et un temps fort tout public a eu lieu le samedi 8 mars.
 - Le fonds documentaire est continuellement enrichi pour le public jeunesse et adulte avec des ouvrages sur le féminisme, l'égalité filles/garçons, les droits des femmes, les luttes contre les violences et l'histoire de la condition féminine. Une offre de films documentaires et l'abonnement à la revue *Clara*, spécialisée dans la condition féminine, complètent cette offre.

3. Politiques et pratiques sportives

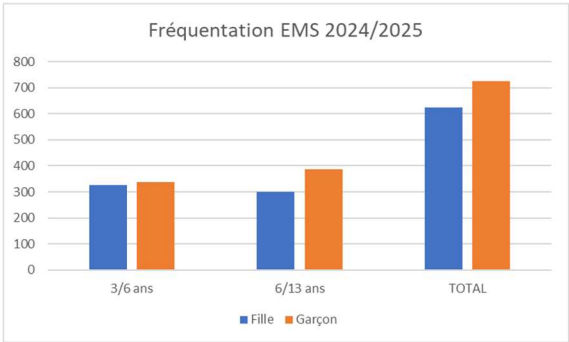
La Ville d’Aubagne encourage la pratique sportive pour toutes et tous, en développant des dispositifs municipaux et associatifs favorisant l’inclusion et la participation, notamment des femmes et des jeunes.

3.1 L’École Municipale des Sports

L’École Municipale des Sports (EMS) constitue une passerelle vers les clubs aubagnais. Elle propose 23 activités aux enfants de 3 à 12 ans pendant l’année scolaire. Cette structure favorise la découverte de plusieurs disciplines et permet aux filles comme aux garçons de s’initier à des pratiques sportives en milieu associatif, contribuant ainsi à un choix futur éclairé.

Fréquentation de l’EMS – Année 2024-2025

FRÉQUENTATION EMS Année 2024-2025				
	Fille	Garçon	TOTAL	%filles
3/6 ans	325	337	662	49%
6/13 ans	300	387	687	44%
TOTAL	625	724	1349	46%



3.2 Des pratiques innovantes favorisant la pratique sportive féminine

La Ville développe des partenariats pour encourager la pratique sportive de tous :

- Avec l’ES 13 et le parrainage de Manuel Amoros pour l’action « *Foot en marchant* », permettant aux seniors, femmes et hommes de pratiquer une activité adaptée et inclusive. Depuis avril 2022, Aubagne figure parmi les six communes des Bouches-du-Rhône sélectionnées pour expérimenter ce dispositif.
- Avec le programme LIPA du CCAS et le club *Escrime Sport Loisir Aubagne*, favorisant les échanges intergénérationnels et la lutte contre l’isolement.
- Avec l’Éducation nationale pour des initiatives impliquant filles et garçons des écoles élémentaires aubagnaises (plus de 1 000 enfants) :
 - Olympiades
 - Cross
 - Rencontres sportives
 - Défis sportifs
 - Gala des écoles.

La Ville soutient également les clubs et associations aubagnaises par :

- La mise à disposition de créneaux dans les installations sportives municipales
- L'octroi de subventions
- L'accompagnement logistique et institutionnel pour l'organisation de manifestations sportives.

3.3 Une offre sportive diversifiée et inclusive

La Ville propose une offre sportive variée, municipale et associative, pour favoriser la pratique pour toutes et tous. Les événements d'envergure, qui mettent en lumière le sport féminin, contribuent à susciter l'intérêt d'un large public.

Le club SCAAB promeut activement le football féminin, avec la labellisation Label Bronze *École Féminine* délivrée par le District de Provence pour sa section féminine.

D'autres clubs aubagnais favorisent également la pratique féminine :

- Rugby Club Aubagnais
- Aubagne Carnoux Volley-Ball
- Aubagne Garlaban Basket
- Pays d'Aubagne Handball Agglomération
- Aubagne Tennis de Table
- Escrime Sport Loisir Aubagne
- École de Tae Kwon Do Aubagne
- Roller Hockey Aubagne
- Club Alpin Français du Garlaban
(liste non exhaustive).

3.4 La soirée des Trophées sportifs

Organisée chaque année, cette soirée récompense les performances des sportifs aubagnais, individuelles ou collectives.

En septembre 2025, environ 300 trophées ont été remis :

- 25 sportives aubagnaises ont obtenu un trophée individuel, à égalité avec leurs homologues masculins
- 6 trophées d'équipe ont récompensé des équipes mixtes
- 13 trophées ont été remis à des équipes féminines
- 8 trophées à des équipes masculines.

3.5 De nouveaux projets pour une pratique sportive inclusive

La Ville prévoit des initiatives pour encourager la pratique sportive pour toutes et tous, autour de thématiques telles que :

- Sport en entreprise
- Sport féminin
- Sport santé

En 2025, le projet « *Sport poussette* » a été créé pour permettre aux jeunes parents de pratiquer une activité physique malgré les contraintes liées à la parentalité. Ce dispositif s'inscrit dans l'axe « S'engager pour la santé des femmes » du Plan d'action Égalité Femmes-Hommes adopté en mars 2025.

En clôture de ce rapport, il convient de souligner l'engagement de la Ville d'Aubagne en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la promotion de la citoyenneté, à travers des actions concrètes dans les domaines socioculturel, éducatif, sportif et professionnel. Les initiatives menées — qu'il s'agisse de projets éducatifs et culturels, de dispositifs de prévention et d'accompagnement, ou de soutien à la pratique sportive — contribuent à renforcer la participation de toutes et tous, en particulier des femmes et des jeunes, dans la vie communale.

Les données statistiques relatives aux ressources humaines montrent également une volonté de suivi et d'amélioration des conditions de travail, de la formation et de l'équilibre vie professionnelle et vie personnelle, traduisant une politique volontariste d'égalité au sein de la collectivité.

Ces actions et indicateurs soulignent que la Ville poursuit une démarche proactive et concertée, visant à créer un environnement inclusif et équitable, propice à l'épanouissement de tous les agents et habitants.